

**Conseil de site
Séance du 15 mars 2021**

**Délibération n°2
Portant approbation du compte financier 2020
de CY Cergy Paris Université**

Vu l'ordonnance n° 2018-1131 du 12 décembre 2018 relative à l'expérimentation de nouvelles formes de rapprochement, de regroupement ou de fusion des établissements d'enseignement supérieur et de recherche,

Vu le décret n° 2019-1095 du 28 octobre 2019 portant création de CY Cergy Paris Université et approbation de ses statuts,

Vu les articles 175, 176 et 177 du décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;

Vu le rapport des commissaires aux comptes,

Considérant que le budget est un acte de prévision et d'autorisation, et qu'ainsi les opérations budgétaires sont exécutées dans le cadre des autorisations données par le vote des différentes décisions budgétaires,

Considérant que le compte financier présente et analyse le résultat de fonctionnement, la capacité d'autofinancement, la variation du fonds de roulement ainsi que la situation comptable et financière de l'université de l'établissement expérimental CY Cergy Paris Université,

Considérant que le quorum physique nécessaire a été atteint,

Après en avoir délibéré, le conseil de site :

<u>Vote</u>	
Nombre de membres en exercice :32	Pour : 21
Nombre de membres présents : 18	Contre : 0
Nombre de membres représentés : 3	Abstentions : 0
Membres absents et non représentés : 11	Non-participation :0

Article 1 : Le conseil de site approuve les éléments d'exécution budgétaire suivants :

- 1855,53 EPTP dont 1530,74 EPTP sous plafond d'emploi législatif et 324,79 EPTP hors plafond d'emploi législatif.
- 188 232 235 € d'autorisations d'engagement :
 - 135 927 843 € personnel
 - 25 403 774 € fonctionnement
 - 0 € intervention
 - 26 900 619 € investissement
- 166 600 769 € de crédits de paiement :

- 136 294 930 € personnel
- 21 339 055 € fonctionnement
- 0 € intervention
- 8 966 784 € investissement
- 179 467 496 € de recettes
- + 12 866 727 € de solde budgétaire

Article 2 : Le conseil de site approuve les éléments d'exécution comptable suivants :

- + 25 218 123, 81 € de variation de trésorerie
- + 3 420 934, 69 € de résultat patrimonial
- + 8 661 956, 27€ de capacité d'autofinancement
- + 9 379 212, 63 € de variation de fonds de roulement

Article 3: Le conseil de site approuve l'affectation en réserves du résultat à hauteur de 3 420 934,69 € et le report à nouveau à hauteur de 5 118 825,58 € (compte 10682).

Article 4 : Les tableaux des emplois, des autorisations budgétaires, de l'équilibre financier, de la situation patrimoniale et le bilan sont annexés à la présente délibération.

Article 5: La présente délibération sera transmise au Recteur de la région académique d'Ile-de-France et entrera en vigueur à compter de sa publication.

Article dernier : La directrice générale des services et l'agent comptable de l'université sont chargés, pour ce qui les concerne, de l'exécution de la présente délibération.

Le président de CY Cergy Paris Université,

François GILMINET



Transmise au rectorat le : **19 MARS 2021**
Publiée le : **29 MARS 2021**

En application de l'article R. 421-1 du code de justice administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Cergy Pontoise dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission au Recteur, en cas de délibération à caractère réglementaire.

Tableau 1
Tableau des emplois présenté par l'établissement à l'appui du DPGEC 2020 Phase 4

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

			BI 2020	BR1 2020	BR2 2020	Réel 2020				
			Emplois sous plafond Etat							
			En ETPT							
Catégories d'emplois	Nature des emplois	Titulaires	696,00	695,00		692,71 (1)				
		CDI	16,00	19,00		18,50				
	Non permanents	171,00	162,00		166,03					
	CDD									
S/total EC			883,00	876,00	0,00	877,24				
Elèves fonctionnaires stagiaires des ENS			0,00	0,00	0,00	0,00				
			Emplois financés sur ressources propres							
			En ETPT							
			8,00	71,00		41,14				
			271,00	126,00		151,51				
S/total			279,00	197,00	0,00	192,65				
							Global			
			696,00	695,00	0,00	692,71				
			24,00	90,00	0,00	59,64				
			442,00	288,00	0,00	317,54				
S/total			1 162,00	1 073,00	0,00	1 069,89				
							Global			
			463,00	454,00	0,00	450,37 (2)				
			39,00	42,00	0,00	41,38				
			169,00	162,00	0,00	161,76				
S/total Biatss			671,00	658,00	0,00	653,50				
Totaux			1 554,00	1 534,00	0,00	1 530,74 (3)				
Rappel du plafond des emplois fixé par l'Etat			1 557,00 (5)							
							Plafond global des emplois voté par le CA			
			1 934,00	1 862,00	0,00	1 855,53 (4)				

Note sur les modalités de renseignement du tableau

Ce tableau doit être annexé au budget de l'établissement et, en cas de modification, lors des budgets rectificatifs. Les chiffres qu'il contient doivent être exprimés en équivalents temps plein travaillés (ETPT). Le guide de décompte des emplois élaboré par la DAF et la DGESEP précise les règles de décompte des emplois en ETPT en fonction des catégories de personnel. Ce tableau doit être cohérent avec la prévision de masse salariale inscrite au budget et avec le DPG

Seul est soumis au vote du conseil d'administration le plafond global des emplois (case annotée (4))

Le nombre total d'emplois sous plafond Etat (case annotée (3)) ne peut être supérieur au plafond des emplois Etat qui a été notifié à l'établissement et rappelé en case (5)

TABLEAU 2 Autorisations budgétaires Compte financier 2020

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

DEPENSES					RECETTES		
	Montants dernier budget rectificatif n°1 voté le 15/12/2020		Montants exécutés		Montants dernier budget rectificatif n°1 voté le 15/12/2020	Montants exécutés	
	AE	CP	AE	CP			
Personnel	138 966 982	138 966 982	135 927 843	136 294 930	164 564 323	161 930 505	Recettes globalisées
<i>dont contributions employeur au CAS Pension</i>	<i>34 263 543</i>	<i>34 263 543</i>	<i>33 058 447</i>	<i>33 272 007</i>	128 134 536	129 362 514	Subvention pour charges de service public
					183 308	84 298	Autres financements de l'Etat
					885 688	1 326 858	Fiscalité affectée
					2 038 048	2 613 325	Autres financements publics
					33 322 743	28 543 511	Recettes propres
Fonctionnement	31 006 948	28 267 852	25 403 774	21 339 055			
Intervention							
Investissement	29 813 384	11 988 509	26 900 619	8 966 784	17 573 217	17 536 991	Recettes fléchées*
					3 354 925	3 497 881	Financements de l'Etat fléchés
					13 863 367	13 908 651	Autres financements publics fléchés
					354 925	130 459	Recettes propres fléchées
TOTAL DES DEPENSES AE (A) CP (B)	199 787 314	179 223 343	188 232 235	166 600 769	182 137 540	179 467 496	TOTAL DES RECETTES (C)
SOLDE BUDGETAIRE (excédent) (D1 = C - B)		2 914 197		12 866 727			SOLDE BUDGETAIRE (déficit) (D2 = B - C)

(*) Montant issu du tableau "Opérations sur recettes fléchées"

Tableau 3
Dépenses par destination et recettes par origine
Compte financier 2019

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Tableau des dépenses par destination (obligatoire)

Budget	Dépenses de l'organisme							
	Personnel		Fonctionnement et intervention		Investissement		Total	
	AE = CP		AE	CP	AE	CP	AE	CP
Formation initiale et continue	135 927 843	136 294 930	25 337 686	21 320 035	26 900 619	8 966 784	188 166 148	166 581 749
D101 - Formation initiale et continue de niveau Licence	498 030	498 030	614 472	590 019	178 444	179 482	1 290 946	1 267 530
D102 - Formation initiale et continue de niveau Master	75 329	75 329	1 160 303	1 263 955	172 380	228 401	1 408 012	1 567 686
D103 - Formation initiale et continue de niveau Doctorat	212 524	212 524	2 561	2 040	0	0	215 085	214 564
D105 - Bibliothèques et documentation	676	676	1 383 449	1 111 678	5 988	29 010	1 390 113	1 141 364
D106 - Recherche universitaire en sciences de la vie, biotechnologie et santé	669 727	669 727	164 715	171 537	62 098	15 946	896 541	857 210
D107 - Recherche universitaire en mathématiques, sciences et techniques de l'information et de la communication, micro et nanotechnologies	918 693	918 693	110 322	105 900	58 819	54 592	1 087 835	1 079 186
D108 - Recherche universitaire en physique, chimie et sciences pour l'ingénieur	1 446 601	1 446 601	622 066	603 869	201 819	235 385	2 270 486	2 285 855
D109 - Recherche universitaire en physique nucléaire et des hautes énergies	8 096	8 096	0	0	0	0	8 096	8 096
D110 - Recherche universitaire en sciences de la terre, de l'univers et de l'environnement	389 572	389 572	142 164	195 199	29 195	26 241	560 930	611 011
D111 - Recherche universitaire en sciences de l'homme et de la société	1 272 742	1 272 742	430 476	473 335	35 749	34 376	1 738 967	1 780 453
D112 - Recherche universitaire interdisciplinaire et transversale	1 262 448	1 262 448	666 238	661 875	57 521	489 840	1 986 207	2 414 163
D113 - Diffusion des savoirs et musées	0	0	0	-10	0	0	0	-10
D114 - Immobilier	0	0	11 069 036	9 192 956	23 932 582	5 822 536	35 001 618	15 015 493
D115 - Pilotage et support	129 173 405	129 540 493	8 971 884	6 947 682	2 166 024	1 850 974	140 311 313	138 339 149
Étudiants	0	0	66 088	19 020	0	0	66 088	19 020
D201 - Aides directes aux étudiants	0	0	0	0	0	0	0	0
D202 - Aides indirectes	0	0	48	48	0	0	48	48
D203 - Santé des étudiants et activités associatives, culturelles et sportives	0	0	66 040	18 972	0	0	66 040	18 972
Total	135 927 843	136 294 930	25 403 774	21 339 055	26 900 619	8 966 784	188 232 235	166 600 769
SOLDE BUDGETAIRE (excédent)							12 866 727	

Tableau des recettes par origine (obligatoire)

Les axes d'origine, décidés en commun accord avec les tutelles, sont propres à l'organisme.

Budget	Recettes de l'organisme								
	Recettes globalisées					Recettes fléchées			Total
	Subvention pour charges de service public	Autres financements de l'Etat	Fiscalité affectée	Autres financements publics	Recettes propres	Financements de l'Etat fléchés	Autres financements publics fléchés	Autres financements fléchés	
Subvention pour charges de service public	129 360 114	0	0	0	0	0	0	0	129 360 114
Droits d'inscription	0	0	0	0	7 130 416	0	0	0	7 130 416
Formation continue, diplômes propres et VAE	0	0	0	0	11 431 218	0	0	0	11 431 218
Taxe d'apprentissage	0	0	0	0	1 106 878	0	0	0	1 106 878
Contrats et prestations de recherche hors ANR	0	0	0	0	-113 063	0	0	0	-113 063
Valorisation	0	3 306	0	0	923 218	0	0	102 180	1 028 704
ANR investissements d'avenir	0	0	0	55 498	0	-279 032	7 155 120	0	6 931 586
ANR hors investissements d'avenir	0	0	0	910 491	59 157	0	143 861	0	1 113 510
Subventions d'exploitation et financement des actifs - Région	0	0	0	224 289	0	0	209 349	0	433 638
Subventions d'exploitation et financement des actifs - Union Européenne	0	0	0	529 221	0	0	1 953 876	0	2 483 096
Subventions d'exploitation et financement des actifs - Autres	2 400	80 992	0	893 826	1 048 107	3 776 914	4 446 445	0	10 248 683
Fondations - fonds propres, réserves, dons et legs	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres recettes	0	0	1 326 858	0	6 957 580	0	0	28 279	8 312 716
Total	129 362 514	84 298	1 326 858	2 613 325	28 543 511	3 497 881	13 908 651	130 459	179 467 496
SOLDE BUDGETAIRE (déficit)								0	

TABLEAU 4 Equilibre financier Compte financier 2020

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

BESOINS			FINANCEMENTS		
	Montants dernier budget rectificatif n°1 voté le 15/12/2020	Montants exécutés		Montants exécutés	
Solde budgétaire (déficit) (D2)*	0	-	2 914 197	12 866 727	Solde budgétaire (excédent) (D1)*
<i>dont Budget Principal</i>				12 866 727	<i>dont Budget Principal</i>
<i>dont Budget Annexe</i>					<i>dont Budget Annexe</i>
Remboursements d'emprunts (capital) ; Nouveaux prêts (capital) ; Dépôts et cautionnements (b1)	722 273	797 705	968 089	1 005 457	Nouveaux emprunts (capital) ; Remboursements de prêts (capital) ; Dépôts et cautionnements (b2)
Opérations au nom et pour le compte de tiers (c1)**	13 244 510	8 943 486	18 113 866	20 029 570	Opérations au nom et pour le compte de tiers (c2)**
Autres décaissements non budgétaires (e1)	39 960	195 290	25 511	1 252 852	Autres encaissements non budgétaires (e2)
Sous-total des opérations ayant un impact négatif sur la trésorerie de l'organisme (1)=D2+(b1)+(c1)+(e1)	14 006 743	9 936 481	22 021 664	35 154 605	Sous-total des opérations ayant un impact positif sur la trésorerie de l'organisme (2)=D1+(b2)+(c2)+(e2)
ABONDEMENT de la trésorerie (I)= (2) - (1)	8 014 920	25 218 124	-	-	PRLELEVEMENT de la trésorerie (II)=(1) - (2)
<i>dont Abondement de la trésorerie fléchée (a)***</i>	<i>2 838 023</i>	<i>7 820 851,67</i>	-	-	<i>dont Prélèvement sur la trésorerie fléchée (a)***</i>
<i>dont Abondement de la trésorerie non fléchée (d)</i>	<i>5 176 897</i>	<i>17 397 272,14</i>	-	-	<i>dont Prélèvement sur la trésorerie non fléchée (d)</i>
TOTAL DES BESOINS (1) + (I)	22 021 664	35 154 605	22 021 664	35 154 605	TOTAL DES FINANCEMENTS (2) + (II)

(*) Montant issu du tableau "Autorisations budgétaires"

(**) Montants issus du tableau "Opérations pour compte de tiers"

(***) Montant issu du tableau "Opérations sur recettes fléchées"

TABLEAU 5
Opérations pour compte de tiers Compte financier 2020
POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Opérations ou regroupement d'opérations de même nature	Comptes	Libellé	Montants dernier budget rectificatif n°1 voté le 15/12/2020	Débit (c1) exécuté	Montants dernier budget rectificatif n°1 voté le 15/12/2020	Crédit (c2) exécuté
EISTI ERASMUS+ 2018/2019	46710000	EISTI ERASMUS+ 2018/2019	-		3 366	
EISTI ERASMUS+ 2019/2020	46710000	EISTI ERASMUS+ 2019/2020	-	-850	7 987	
AIDE PERMIS FIN ASP	47310000	AIDE PERMIS FINANCEMENT ASP		500	7 500	7 500
AMI2020ETAT OPCT	46710000	BOURSE AMI ETAT 2020	103 200	53 830	103 200	103 200
OPCT EISTI CDEFI	46710000	CDEFI PROJET ARFITEC		2 800		
BIV2019DVO	46710000	BIVO 2019 DEPVALDOISE	2 510	2 510		
DATACTIVIS ETAT	47310000	DATACTIVIS ETAT	7 200	7 200	7 200	0
PROJET EUR	47310000	PROJET EUR	1 216 326	642 599	1 419 660	
INEXANR	47310000	INEXANR PROJET ISITE	9 949 889	6 019 812	12 243 398	12 243 398
INPAD-ERAS	47310000	PROJET INPAD -ERASMUS+				181 974
LOLABAT-EU	47310000	LOLABAT-EU				3 275 932
LYLITIPCDC	47310000	PIA LYLI OPCT	183 857	124 919	635 000	290 000
PROJET NCU	47310000	PROJET NCU	894 084	1 417 724	2 862 000	2 862 000
SCORE-EU	47310000	SCORE-EU				210 540
TVA	44500000		884 644	672 441	824 555	855 026
Autres opérations pour comptes de tiers			39 960	195 290	25 511	1 252 852
TOTAL			13 281 671	9 138 776	18 139 378	21 282 422

N.B. : Dans l'hypothèse d'un écart entre les crédits et les débits d'un même compte, l'opération concernée devra faire l'objet d'une explication spécifique.

TABLEAU 6
Situation patrimoniale Compte financier 2020

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Compte de résultat prévisionnel

CHARGES	Montants dernier budget rectificatif n°1 voté le 15/12/2020	Montants exécutés	PRODUITS	Montants dernier budget rectificatif n°1 voté le 15/12/2020	Montants exécutés
Personnel	138 966 982	135 957 661	Subventions de l'Etat	128 134 536	136 028 742
<i>dont charges de pensions civiles*</i>	34 263 543	33 060 276	Fiscalité affectée	885 688	2 435 405
Fonctionnement autre que les charges de personnel	50 944 229	45 919 612	Autres subventions	12 855 617	3 898 930
Intervention (le cas échéant)			Autres produits	50 221 536	42 935 131
TOTAL DES CHARGES (1)	189 911 211	181 877 274	TOTAL DES PRODUITS (2)	192 097 377	185 298 208
Résultat prévisionnel : bénéfice (3) = (2) - (1)	2 186 166	3 420 935	Résultat prévisionnel : perte (4) = (1) - (2)	0	0
TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)	192 097 377	185 298 208	TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)	192 097 377	185 298 208

* Il s'agit des sous catégories de comptes présentant les contributions employeur au CAS Pensions

Calcul de la capacité d'autofinancement

	Montants dernier budget rectificatif n°1 voté le 15/12/2020	Montants exécutés
Résultat prévisionnel de l'exercice (bénéfice (3) ou perte (-4))	2 186 166	3 420 935
+ dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	22 676 377	22 866 419
- reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	625 069	1 801 939
+ valeur nette comptable des éléments d'actifs cédés	0	71 721
- produits de cession d'éléments d'actifs	0	
- quote-part reprise au résultat des financements rattachés à des actifs	15 918 799	15 895 179
= capacité d'autofinancement (CAF) ou insuffisance d'autofinancement (IAF)	8 318 675	8 661 956

Etat prévisionnel de l'évolution de la situation patrimoniale en droits constatés

EMPLOIS	Montants dernier budget rectificatif n°1 voté le 15/12/2020	Montants exécutés	RESSOURCES	Montants dernier budget rectificatif n°1 voté le 15/12/2020	Montants exécutés
Insuffisance d'autofinancement	0	0	Capacité d'autofinancement	8 318 675	8 661 956
Investissements	11 988 508	9 391 291	Financement de l'actif par l'Etat		2 854 813
			Financement de l'actif par des tiers autres que l'Etat	3 584 031	1 315 823
			Autres ressources		6 623 391
Remboursement des dettes financières	663 429	6 932 242	Augmentation des dettes financières		6 246 763
TOTAL DES EMPLOIS (5)	12 651 937	16 323 533	TOTAL DES RESSOURCES (6)	11 902 706	25 702 746
Augmentation du fonds de roulement (7) = (6)-(5)	0	9 379 213	Diminution du fonds de roulement (8) = (5)-(6)	749 231	0

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Variation et niveau du fonds de roulement, du besoin en fonds de roulement et de la trésorerie

	Montants dernier budget rectificatif n°1 voté le 15/12/2020	Montants exécutés
Variation du FONDS DE ROULEMENT : AUGMENTATION (7) ou DIMINUTION (8)	-749 231	9 379 213
Variation du BESOIN en FONDS DE ROULEMENT (FONDS DE ROULEMENT - TRESORERIE)	-8 764 151	-15 838 911
Variation de la TRESORERIE : ABONDEMENT (I) ou PRELEVEMENT (II)*	8 014 920	25 218 124
Niveau final du FONDS DE ROULEMENT	19 448 943	29 799 612
Niveau final du BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT	-33 956 992	-40 809 527
Niveau final de la TRESORERIE	53 405 935	70 609 138

* Montant issu du tableau "Equilibre financier"

Tableau 8
Opérations liées aux Recettes Fléchées

Compte financier 2020

Opérations liées aux recettes fléchées - Récapitulatif contrats de recherche + opérations immobilières

	Antérieures à 2020 non dénouées	Réalisé 2020	2 021	2 022	2023 et suivants
Position de financement des opérations fléchées en début d'exercice		6 739 578	7 820 852	-2 553 447	-6 628 375
Recettes fléchées	26 409 450	17 536 991	43 007 785	23 715 901	38 671 037
Financements de l'Etat fléchés	8 401 969	3 497 881	9 100 000	6 727 870	1 354 281
Autres financements publics fléchés	17 194 961	13 908 651	33 407 785	16 888 031	37 014 504
Recettes propres fléchées	812 520	130 459	500 000	100 000	302 252
Dépenses sur recettes fléchées	19 669 872	9 716 138	45 561 232	30 344 276	45 433 907
Personnel (AE=CP)					
AE	5 744 430	5 624 141	13 965 000	11 010 983	16 974 387
CP	5 744 430	5 624 141	13 965 000	11 010 983	16 974 387
Fonctionnement et intervention					
AE	5 513 915	1 541 005	8 235 000	6 772 192	7 218 002
CP	4 971 482	1 494 915	8 235 000	7 345 183	7 233 534
Investissement					
AE	10 625 984	18 314 061	11 172 991	6 689 401	21 323 934
CP	8 953 960	2 597 083	23 361 232	11 988 111	21 225 985
Solde budgétaire de l'exercice résultant des opérations fléchées	6 739 578	7 820 852	-2 553 447	-6 628 375	-6 672 870
		Solde cumulé			-1 384 262

Tableau 8
Opérations liées aux Recettes Fléchées

Compte financier 2020

Opérations liées aux recettes fléchées - contrats de recherche

	Antérieures à 2020 non dénouées	Réalisé 2020	2 021	2 022	2023 et suivants
Position de financement des opérations fléchées en début d'exercice		4 366 330	4 611 640	0	-6 305 238
Recettes fléchées	17 660 992	12 239 196	29 615 000	14 840 901	23 957 390
Financements de l'Etat fléchés	3 861 969	287 881	500 000	1 127 870	1 354 281
Autres financements publics fléchés	12 986 503	11 820 855	28 615 000	13 613 031	22 300 857
Recettes propres fléchées	812 520	130 459	500 000	100 000	302 252
Dépenses sur recettes fléchées	13 294 662	7 627 556	29 615 000	21 146 140	26 630 121
Personnel (AE=CP)					
AE	5 744 430	5 624 141	13 965 000	11 010 983	16 974 387
CP	5 744 430	5 624 141	13 965 000	11 010 983	16 974 387
Fonctionnement et intervention					
AE	5 513 915	1 541 005	8 235 000	6 772 192	7 218 002
CP	4 971 482	1 494 915	8 235 000	7 345 183	7 233 534
Investissement					
AE	2 660 630	651 825	7 415 000	2 578 030	2 408 938
CP	2 578 750	508 500	7 415 000	2 789 974	2 422 200
Solde budgétaire de l'exercice résultant des opérations fléchées	4 366 330	4 611 640	0	-6 305 238	-2 672 731

Tableau 8
Opérations liées aux Recettes Fléchées

Compte financier 2020

Opérations liées aux recettes fléchées - opérations immobilières

	Antérieures à 2020 non dénouées	Réalisé 2020	2 021	2 022	2023 et suivants
Position de financement des opérations fléchées en début d'exercice		2 373 248,20	3 209 212	-2 553 447	-323 136
Recettes fléchées	8 748 458	5 297 795,17	13 392 785	8 875 000	14 713 647
Financements de l'Etat fléchés	4 540 000	3 210 000,00	8 600 000	5 600 000	
Autres financements publics fléchés	4 208 458	2 087 795,17	4 792 785	3 275 000	14 713 647
Recettes propres fléchées					
Dépenses sur recettes fléchées	6 375 210	2 088 583,45	15 946 232	9 198 136	18 803 786
Personnel (AE=CP)					
AE					
CP					
Fonctionnement et intervention					
AE					
CP					
Investissement					
AE	7 965 353	17 662 236,11	3 757 991	4 111 371	18 914 996
CP	6 375 210	2 088 583,45	15 946 232	9 198 136	18 803 786
Solde budgétaire de l'exercice résultant des opérations fléchées	2 373 248	3 209 211,72	-2 553 447	-323 136	-4 090 139

Solde cumulé -1 384 262
Part autofinancement :
-IUT de Neuville -1 200 000
-réhab tour des Chênes -124 312
-sécurité site St Germain -59 950

Tableau 9
Tableau agrégé des opérations pluriannuelles et programmations
Compte financier 2020

Dépenses

Opérations	Montant de l'opération	Exécution Autorisations d'engagement			Exécution Crédits de paiement				Prévision N+1 et suivantes		
		AE consommées années antérieures à N	AE Consommées en N	TOTAL AE consommées	CP consommés années antérieures à N	CP consommés en N	TOTAL CP consommés	Restes à payer	Solde à engager	Solde à payer	
PFIENVRECH	Enveloppe recherche	205 899	0	0	0	0	0	0	205 899	205 899	
PFIREANNCU	ANR Nouveaux Coursus Universitaires	14 645 880	389 977	660 116	1 050 093	361 085	663 134	1 024 219	25 874	13 595 787	
PFIRECDLYLI	CDC LYLI	1 140 000	0	59 147	59 147	0	58 637	58 637	510	1 080 853	
PFIREANRHY	ANR HYBRIDATION	1 512 227	0	332 227	332 227	0	322 297	322 297	9 930	1 180 000	
PFIREANEUR	ANR Ecoles Universitaires de Recherche	8 963 000	312 567	449 969	762 535	312 401	449 707	762 107	428	8 200 465	
PFIREANRIE	ANR Initiative Excellence	32 097 325	5 564 437	4 130 173	9 694 610	4 955 516	4 294 607	9 250 123	444 487	22 402 715	
PFIRECDCCV	CDC Campus Chantiers de Versailles	6 544 900	38 943	305 863	344 806	35 600	205 777	241 377	103 429	6 200 094	
PFIRECMQSE	Campus Sécurité	460 000	0	250 030	250 030	0	61 954	61 954	188 076	209 970	
PFIREANRIA	ANR investissements d'avenir	7 560 000	3 166 663	148 198	3 314 860	3 327 411	119 617	3 447 028	-132 168	4 245 140	
PFIREANRHI	ANR hors investissements d'avenir	5 189 679	1 780 311	831 442	2 611 753	1 709 585	850 989	2 560 574	51 179	2 577 926	
PFIREETAOP	Etat-Autres opérateurs	2 044 837	901 712	235 631	1 137 343	827 863	270 637	1 098 499	38 843	907 494	
PFIRE UE	Union Européenne	15 002 587	666 696	267 683	934 379	641 875	273 619	915 494	18 885	14 068 208	
PFIREUEEUT	UE EUTOPIA	1 176 595	0	150 684	150 684	0	150 684	150 684	0	1 025 911	
PFIRERIDF	Région Ile de France	1 386 043	985 640	99 817	1 085 457	903 664	94 646	998 310	87 148	300 586	
PFIREAUTCT	Autres collectivités territoriales	516 189	66 926	98 053	164 979	57 926	97 963	155 889	9 090	351 210	
PFIREAOPPU	Autres opérateurs publics	2 525 675	1 256 545	350 888	1 607 432	1 190 641	402 749	1 593 390	14 042	918 242	
PFIREOPRIV	Opérateurs privés	6 399 178	3 016 594	984 348	4 000 942	2 803 113	1 114 882	3 917 996	82 946	2 398 236	
PFIREFUCP	Fondations UCP	3 489 930	1 388 867	720 948	2 109 815	1 357 038	738 263	2 095 301	14 514	1 380 115	
PFIREMOBIN	Mobilité internationale	6 209 863	1 246 511	652 931	1 899 442	1 164 652	655 731	1 820 384	79 058	4 310 421	
PFIREFINET	Financeurs Etrangers	3 735 184	1 018 164	312 953	1 331 116	1 004 862	298 396	1 303 257	27 859	2 404 067	
PFIHUDE	Hors Cadre de l'Education	31 047	0	5 622	5 622	0	3 141	3 141	2 481	25 425	
Total Contrats de recherche		120 836 038	21 800 551	11 046 722	32 847 273	20 653 233	11 127 429	31 780 661	1 066 612	87 988 764	89 055 376
PFIPPIATR	Patrimoine	64 523 732	10 137 401	19 974 449	30 111 850	7 855 921	3 192 946	11 048 867	19 062 983	34 411 882	
PFIPPIDIVI	Divers investissements										
PFIPPIINFO	Informatique										
PFIPPIAUD	Matériel Audiovisuel										
PFIPPIREC	Matériel de recherche										
PFIPPIHS	Hygiène et sécurité	2 731 394	587 205	1 353 413	1 940 617	425 486	191 329	616 815	1 323 802	790 776	
Total Programmes pluriannuels d'inv		67 255 126	10 724 605	21 327 862	32 052 467	8 281 407	3 384 275	11 665 682	20 386 785	35 202 658	55 589 443
Total		188 091 163	32 525 156	32 374 584	64 899 741	28 934 640	14 511 704	43 446 343	21 453 397	123 191 423	144 644 820
Ss total personnel		64 853 113	9 758 005	7 658 185	17 416 190	9 758 005	7 658 185	17 416 190	0	47 436 923	47 436 923
Ss total fonctionnement		37 294 511	8 507 850	2 558 200	11 066 050	7 635 801	2 690 712	10 326 513	739 537	26 228 461	26 967 998
Ss total investissement		85 943 539	14 259 301	22 158 199	36 417 500	11 540 833	4 162 807	15 703 640	20 713 860	49 526 039	70 239 899

Date : 16/02/2021

0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
188 091 163	32 525 156	32 374 584	64 899 741	28 934 640	14 511 704	43 446 343	21 453 397	123 191 423	144 644 820	

Tableau 9
Tableau agrégé des opérations pluriannuelles et programmations
Compte financier 2020
Recettes

Opérations		Montant de l'opération	Prélèvement sur la trésorerie	Financements extérieurs			
				Montant	Encaissements des années antérieures à N	Encaissements réalisés en N	Restes à encaisser en N+1 et suivantes
PFIEENVRECH	Enveloppe recherche	205 899	0	205 899	0	0	205 899
PFIREANNCU	ANR Nouveaux Coursus Universitaires	14 645 880	0	14 645 880	288 638	738 207	13 619 034
PFIRECDLYLI	CDC LYLI	1 140 000	0	1 140 000	0	58 919	1 081 081
PFIREANRHY	ANR HYBRIDATION	1 512 227	0	1 512 227	0	900 000	612 227
PFIREANEUR	ANR Ecoles Universitaires de Recherche	8 963 000	0	8 963 000	271 142	491 243	8 200 615
PFIREANRIE	ANR Initiative Excellence	32 097 325	0	32 097 325	9 388 732	4 414 142	18 294 451
PFIRECDCCV	CDC Campus Chantiers de Versailles	6 544 900	0	6 544 900	0	1 791 700	4 753 200
PFIRECMQSE	Campus Sécurité	460 000	0	460 000	0	0	460 000
PFIREANRIA	ANR investissements d'avenir	7 560 000	0	7 560 000	2 353 977	636 000	4 570 023
PFIREANRHI	ANR hors investissements d'avenir	5 189 679	0	5 189 679	2 251 655	982 005	1 956 019
PFIREETAOP	Etat-Autres opérateurs	2 044 837	0	2 044 837	928 278	347 925	768 634
PFIRE UE	Union Européenne	15 002 587	0	15 002 587	2 666 186	1 002 046	11 334 355
PFIREUEEUT	UE EUTOPIA	1 176 595	0	1 176 595	0	470 638	705 957
PFIRERIDF	Région Ile de France	1 386 043	0	1 386 043	587 209	115 694	683 140
PFIREAUTCT	Autres collectivités territoriales	516 189	0	516 189	4 370	243 050	268 769
PFIREAOPPU	Autres opérateurs publics	2 525 675	0	2 525 675	1 187 679	555 448	782 548
PFIREOPRIV	Opérateurs privés	6 399 178	0	6 399 178	2 969 048	1 079 593	2 350 536
PFIREFUCP	Fondations UCP	3 489 930	0	3 489 930	1 339 446	779 595	1 370 889
PFIREMOBIN	Mobilité internationale	6 209 863	0	6 209 863	1 268 898	1 306 177	3 634 788
PFIREFINET	Financeurs Etrangers	3 735 184	0	3 735 184	1 762 382	672 571	1 300 231
PFIHCADE	Hors Cadre de l'Education	31 047	0	31 047	0	31 047	0
Total Contrats de recherche		120 836 038	0	120 836 038	27 267 642	16 616 000	76 952 396
PFIPPIATR	Patrimoine	64 523 732	13 553 732	50 970 000	8 748 458	5 268 953	36 952 589
PFIPPIDIVI	Divers investissements						
PFIPPIINFO	Informatique						
PFIPPIMAUD	Matériel Audiovisuel						
PFIPPIMREC	Matériel de recherche						
PFIPPIHS	Hygiène et sécurité	2 731 394	2 673 709	57 685		28 842	28 843
Total Programmes pluriannuels d'inv		67 255 126	16 227 441	51 027 685	8 748 458	5 297 795	36 981 432
Total		188 091 163	16 227 441	171 863 723	36 016 100	21 913 795	113 933 828

Date : 16/02/2021

Tableau 10

Tableau détaillé des opérations pluriannuelles et programmations

Compte financier 2020

Exécution des AE et des CP		Prévisions	Exécution						Reste à payer	Reste à réaliser	
Opération	Nature	Coût total de l'opération (1)	Conso AE < 2020 (2)	Conso AE 2020 (3)	TOTAL des AE consommées (4) = (2) + (3)	Conso CP < 2020 (5)	Conso CP 2020 (6)	TOTAL des CP consommés (7) = (5) + (6)	Sur les AE consommées (8) = (4) - (7)	Solde à engager (9) = (1) - (4)	Solde à payer (10) = (1) - (7)
Contrats de recherche	Personnel	64 853 113,05	9 758 005,46	7 658 184,75	17 416 190,21	9 758 005,46	7 658 184,75	17 416 190,21	0,00	47 436 922,84	47 436 922,84
	Fonctionnement	37 294 511,38	8 507 850,01	2 558 200,38	11 066 050,39	7 635 801,09	2 690 712,21	10 326 513,30	739 537,09	26 228 460,99	26 967 998,08
	Investissement	18 688 413,10	3 534 695,63	830 336,87	4 365 032,50	3 259 426,28	778 531,55	4 037 957,83	327 074,67	14 323 380,60	14 650 455,27
Total Contrats de recherche		120 836 037,53	21 800 551,10	11 046 722,00	32 847 273,10	20 653 232,83	11 127 428,51	31 780 661,34	1 066 611,76	87 988 764,43	89 055 376,19
Contrats de formation continue	Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Fonctionnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total Contrats de formation continue		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Contrats d'enseignement	Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Fonctionnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total Contrats d'enseignement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Programmes pluriannuels d'inv	Personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Fonctionnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Investissement	67 255 125,58	10 724 605,22	21 327 862,27	32 052 467,49	8 281 406,74	3 384 275,36	11 665 682,10	20 386 785,39	35 202 658,09	55 589 443,48
Total Programmes pluriannuels d'inv		67 255 125,58	10 724 605,22	21 327 862,27	32 052 467,49	8 281 406,74	3 384 275,36	11 665 682,10	20 386 785,39	35 202 658,09	55 589 443,48
Ss total Personnel		64 853 113,05	9 758 005,46	7 658 184,75	17 416 190,21	9 758 005,46	7 658 184,75	17 416 190,21	0,00	47 436 922,84	47 436 922,84
Ss total Fonctionnement		37 294 511,38	8 507 850,01	2 558 200,38	11 066 050,39	7 635 801,09	2 690 712,21	10 326 513,30	739 537,09	26 228 460,99	26 967 998,08
Ss total Investissement		85 943 538,68	14 259 300,85	22 158 199,14	36 417 499,99	11 540 833,02	4 162 806,91	15 703 639,93	20 713 860,06	49 526 038,69	70 239 898,75
TOTAL		188 091 163,11	32 525 156,32	32 374 584,27	64 899 740,59	28 934 639,57	14 511 703,87	43 446 343,44	21 453 397,15	123 191 422,52	144 644 819,67

Exécution des Recettes		Prévisions	Exécution		Prévisions en N+1 et suivantes
Opération	Nature	Financement de l'opération (11)	Encaissements < 2020 (12)	Encaissements réalisés 2020 (13)	Reste à encaisser en 2021 et suivantes (14) = (11) - (12) - (13)
Contrats de recherche	Financement de l'Etat	15 334 287,53	3 965 968,78	417 893,84	10 950 424,91
	Autres financements publics	94 597 671,95	18 380 013,03	14 109 456,97	62 108 201,95
	Autres financements	10 904 078,05	4 921 660,18	2 088 649,03	3 893 768,84
Total Contrats de recherche		120 836 037,53	27 267 641,99	16 615 999,84	76 952 395,70
Contrats de formation continue	Financement de l'Etat	0,00	0,00	0,00	0,00
	Autres financements publics	0,00	0,00	0,00	0,00
	Autres financements	0,00	0,00	0,00	0,00
Total Contrats de formation continue		0,00	0,00	0,00	0,00
Contrats d'enseignement	Financement de l'Etat	0,00	0,00	0,00	0,00
	Autres financements publics	0,00	0,00	0,00	0,00
	Autres financements	0,00	0,00	0,00	0,00
Total Contrats d'enseignement		0,00	0,00	0,00	0,00
Programmes pluriannuels d'inv	Financement de l'Etat	21 950 000,00	4 540 000,00	3 210 000,00	14 200 000,00
	Autres financements publics	29 077 685,00	4 208 458,00	2 087 795,00	22 781 432,00
	Autres financements	0,00	0,00	0,00	0,00
Total Programmes pluriannuels d'inv		51 027 685,00	8 748 458,00	5 297 795,00	36 981 432,00
Ss total Financement de l'Etat		37 284 287,53	8 505 968,78	3 627 893,84	25 150 424,91
Ss total Autres financements publics		123 675 356,95	22 588 471,03	16 197 251,97	84 889 633,95
Ss total Autres financements		10 904 078,05	4 921 660,18	2 088 649,03	3 893 768,84
TOTAL		171 863 722,53	36 016 099,99	21 913 794,84	113 933 827,70

0,00

0

0

TABLEAU 10
Synthèse budgétaire et comptable Compte financier 2020

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

		Montants dernier budget rectificatif n°1 voté le 15/12/2020	Montants exécutés		
Niveaux initiaux	1 Niveau initial de restes à payer	11 016 278	11 646 709		
	2 Niveau initial du fonds de roulement	20 198 173	20 420 399	retraitement EISTI	
	3 Niveau initial du besoin en fonds de roulement	-25 192 841	-24 970 615	calcul	
	4 Niveau initial de la trésorerie	45 391 014	45 391 014	BR	
4.a	dont niveau initial de la trésorerie fléchée	6 912 956	6 912 956	BR	
4.b	dont niveau initial de la trésorerie non fléchée	38 478 058	38 478 058	BR	
Flux de l'année	5 Autorisations d'engagement	199 787 314	188 232 235	TAB2	
	6 Résultat patrimonial	2 186 166	3 420 935	TAB6	
	7 Capacité d'autofinancement (CAF)	8 318 675	8 661 956	TAB6	
	8 Variation du fonds de roulement	-749 231	9 379 213	TAB6	
	9 Opérations sur dettes financières, capitaux propres et créances immobilisées sans impact budgétaire	245 816	207 752	TAB4	
	10 Opérations du compte de résultat sans flux de trésorerie, non retraitées par la CAF	SENS	0	-21 758	calculé
	Variation des stocks	+ / -			Compte 6037*
	Charges sur créances irrécouvrables	-		-235 612	Compte 654* + 6583*
	Produits divers de gestion courante	+		213 854	Compte 7583*
	11 Opérations budgétaires et comptables avec différence de fait générateur de trésorerie	SENS	-3 909 245	-3 673 508	
	Ecart entre les produits / ressources et les encaissements relatifs à des opérations sur exercices antérieurs	+ / -			
	Ecart entre les produits / ressources et les encaissements relatifs à des opérations de l'exercice en cours	+ / -	-3 000 000		
	Ecart entre les charges / immobilisations et les décaissements relatifs à des opérations sur exercices antérieurs	+ / -			
Ecart entre les charges / immobilisations et les décaissements relatifs à des opérations de l'exercice en cours	+ / -	-909 245			
12 Solde budgétaire = 8 - 9 - 10 - 11		2 914 198	12 866 727	calculé	
13 Décalage de flux de trésorerie liés aux opérations de trésorerie non budgétaires		-5 100 723	-12 351 397	TAB4	
14 Variation de la trésorerie = 12 - 13		8 014 921	25 218 124	Calculé	
14.a	dont variation de la trésorerie fléchée	2 838 023	7 820 852		
14.b	dont variation de la trésorerie non fléchée	5 176 897	17 397 272		
15 Variation du besoin en fonds de roulement = 9 + 10 + 11 + 13		-8 764 152	-15 838 911	Calculé	
16 Variation des restes à payer		20 563 971	21 631 466	TAB2	
Niveaux finaux	17 Niveau final de restes à payer	31 580 249	33 278 175	calculé	
	18 Niveau final du fonds de roulement	19 448 942	29 799 612	calculé	
	19 Niveau final du besoin en fonds de roulement	-33 956 993	-40 809 527		
	20 Niveau final de la trésorerie	53 405 935	70 609 138	Calculé	
20.a	dont niveau final de la trésorerie fléchée	9 750 979	14 733 808	calculé	
20.b	dont niveau final de la trésorerie non fléchée	43 654 956	55 875 331	calculé	

Comptabilité budgétaire
Comptabilité générale

TABLEAU 11
TABLEAU RETRAÇANT LES MOYENS DES UNITÉS MIXTES DE RECHERCHE

Compte financier 2020

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

ANNEE 2020

		Moyens de l'établissement		Moyens hors budget de l'établissement							
				Partenaire A CNRS		Partenaire B UNIV EVRY		Partenaire C		Partenaire D	
UMR 8587 LAMBE	Personnel	7	Emplois	4	Emplois	22	Emplois	0	Emplois		Emplois
	Fonctionnement	10 500 €		139 591 €							
	Investissement	14 700 €									
	TOTAL	25 200 €		139 591 €							

		Moyens de l'établissement		Moyens hors budget de l'établissement							
				Partenaire A CNRS		Partenaire B		Partenaire C		Partenaire D	
UMR 8088 AGM	Personnel	28	Emplois	6	Emplois		Emplois		Emplois		Emplois
	Fonctionnement	60 400 €		22 000 €							
	Investissement	5 000 €									
	TOTAL	65 400 €		22 000 €							

		Moyens de l'établissement		Moyens hors budget de l'établissement							
				Partenaire A CNRS		Partenaire B ENSEA		Partenaire C		Partenaire D	
UMR 8051 ETIS	Personnel	29	Emplois	9	Emplois	29	Emplois		Emplois		Emplois
	Fonctionnement	49 500 €		65 000 €							
	Investissement	24 500 €		48 000 €		5 000 €					
	TOTAL	74 000 €		118 000 €							

		Moyens de l'établissement		Moyens hors budget de l'établissement							
				Partenaire A CNRS		Partenaire B		Partenaire C		Partenaire D	
UMR 8089 LPTM	Personnel	15	Emplois	8	Emplois		Emplois		Emplois		Emplois
	Fonctionnement	34 000 €		20 000 €							
	Investissement	2 000 €									
	TOTAL	36 000 €		20 000 €							

		Moyens de l'établissement		Moyens hors budget de l'établissement											
				Partenaire A CNRS		Partenaire B ENS CACHAN		Partenaire C CNAM		Partenaire D IFSTTAR		Partenaire E UNIV PARIS SUD		Partenaire F ENS RENNES	
UMR 8029 SATIE	Personnel	18	Emplois	10	Emplois	21	Emplois	13	Emplois	16	Emplois	14	Emplois	6	Emplois
	Fonctionnement	48 000 €		202 259 €											
	Investissement	28 000 €													
	TOTAL	76 000 €		202 259 €											

		Moyens de l'établissement		Moyens hors budget de l'établissement							
				Partenaire A CNRS		Partenaire B OBS PARIS		Partenaire C UPMC		Partenaire D ENS PARIS	
UMR 8112 LERMA	Personnel	7	Emplois	25	Emplois	21	Emplois	22	Emplois		Emplois
	Fonctionnement	19 000 €		216 993 €							
	Investissement	2 500 €									
	TOTAL	21 500 €		216 993 €							

N'est plus tutelle du laboratoire depuis le 01.01.2019

		Moyens de l'établissement		Moyens hors budget de l'établissement							
				Partenaire A CNRS		Partenaire B ESSEC		Partenaire C		Partenaire D	
UMR 8184 THEMA	Personnel	52	Emplois	4	Emplois	11	Emplois		Emplois		Emplois
	Fonctionnement	76 700 €		12 000 €							
	Investissement	6 000 €									
	TOTAL	82 700 €		12 000 €							

		Moyens de l'établissement		Moyens hors budget de l'établissement							
				Partenaire A CNRS		Partenaire B UVSQ		Partenaire C MIN JUSTICE		Partenaire D	
UMR 8183 CESDIP	Personnel	4	Emplois	16	Emplois	6	Emplois	1	Emplois		Emplois
	Fonctionnement	8 000 €		33 651 €							
	Investissement	2 000 €									
	TOTAL	10 000 €		33 651 €							

Moyens de l'établissement : moyens 2020

Emplois : sont recensés tous les personnels titulaires et contractuels hors post-doc et doctorant

COMPTE FINANCIER 2020

Rapport de gestion de l'ordonnateur

Le budget initial 2020, premier budget de CY Cergy Paris Université, établissement expérimental, revêtait une importance particulière puisqu'il devait permettre dans le cadre de sa création, de répondre aux enjeux stratégiques majeurs induits par sa création dans des délais très contraints.

Les principaux objectifs de ce premier budget visaient notamment l'organisation de l'accueil et le développement à court terme des filières ingénieurs en prenant en compte les éléments matériels et organisationnels sous-jacents avec les impacts sur les postes de travail, les salles de réunions, les salles de cours, les tiers lieux pour les étudiants.

Les moyens importants alloués initialement au projet de fusion, notamment en investissement ont permis, malgré un contexte de crise sanitaire sans précédent, de réaliser des avancées majeures et déterminantes dans la réussite de ce projet.

L'intégration des comptes de l'ex-EISTI et de l'ex-ComUE a nécessité un travail très important des services de la DAF, de l'agence comptable et des structures concernées. La réconciliation des données, les paramétrages des outils, des différents applicatifs permettant de gérer les flux (inscriptions, finances, comptabilités, inventaires, reprises des contrats, etc.) se sont avérés complexes mais ont été néanmoins très largement réalisés. Quelques travaux sont cependant encore en cours et devront être finalisés au cours de l'exercice budgétaire 2021.

S'agissant des éléments de gestion, pour mémoire un budget rectificatif a été voté en décembre 2020 afin de prendre en compte les impacts budgétaires de la crise sanitaire et permettre par ailleurs, avec une forte déprogrammation, de disposer de marges de manœuvres supplémentaires dans le cadre de la préparation du budget 2021.

Pour mémoire, le budget rectificatif a traduit une déprogrammation de 13,7M€ en AE et 17,7M€ en CP dont 8M€ en AE et 12M€ en CP sur le budget général hors contrats de recherche et PIA.

Au regard des déprogrammations budgétaires votées, les prévisions du dernier budget rectificatif voté au Conseil d'Administration prévoyaient ainsi :

- Des recettes budgétaires de fonctionnement supérieures aux dépenses budgétaires de fonctionnement permettant ainsi de dégager un **résultat budgétaire de fonctionnement** (hors d'investissement) **excédentaire de 8,3M€**.
- Un **excédent budgétaire total** (y compris les investissements) de **2,9M€**
- Un **prélèvement sur le fonds de roulement de 0,75M€**.
- Les niveaux de fonds de roulement et de trésorerie estimés respectivement à 19,4M€ et de 53,4M€ fin 2020.
- Le résultat patrimonial de l'Université (y compris écritures d'ordres avec les dotations, reprises etc.) en bénéfice de 2,19M€

Les dépenses budgétaires consolidées du budget général et des contrats de recherche et PIA

		BI AE	BI CP	BR AE	BR CP	CF AE	CF CP	Dispo AE	Dispo CP	Tx Exé AE	Tx Exé CP
Dépenses de Personnel		131,20	131,20	130,53	130,53	128,27	128,64	2,26	1,89	98%	99%
Fonctionnement	Composantes	9,89	9,89	6,21	6,20	5,24	4,84	0,97	1,36	84%	78%
	Directions / Services	17,95	15,92	17,80	15,07	16,57	12,86	1,23	2,21	93%	85%
	Recherche et laboratoires	1,28	1,28	1,11	1,11	1,03	0,95	0,08	0,16	92%	86%
Total fonctionnement		29,12	27,10	25,12	22,38	22,85	18,65	2,28	3,74	91%	83%
Investissement	Composantes	1,96	1,96	1,87	1,85	1,68	1,62	0,20	0,23	90%	88%
	Directions / Services	29,53	15,00	26,15	8,34	24,12	6,02	2,03	2,32	92%	72%
	Recherche et laboratoires	0,17	0,17	0,33	0,33	0,28	0,54	0,05	(0,21)	84%	165%
Total Investissement		31,67	17,13	28,35	10,53	26,07	8,19	2,28	2,34	92%	78%
Total CYU		191,98	175,43	184,00	163,44	177,19	155,47	6,81	7,96	96%	95%
Contrats de recherches et PIA											
Dépenses de personnel		10,24	10,24	8,44	8,44	7,66	7,66	0,78	0,78	91%	91%
Fonctionnement		8,08	8,08	5,88	5,88	2,56	2,69	3,33	3,19	43%	46%
Investissement		3,18	3,18	1,46	1,46	0,83	0,78	0,63	0,68	57%	53%
Total Contrats recherches et PIA		21,50	21,50	15,79	15,79	11,05	11,13	4,74	4,66	70%	70%
Total général		213,48	196,93	199,79	179,22	188,23	166,60	11,56	12,62	94%	93%

Le budget général de CY est marqué par une consommation soutenue de ses différents postes de dépenses avec un total de 94% soit 188,2M€ en autorisations d'engagements (AE) et 93% soit 166,6M€ en crédits de paiements (CP).

Ces taux d'exécution laissent néanmoins un solde de crédits non consommés de 11,6M€ en AE et 12,6M€ en CP.

La première partie de l'analyse du rapport de gestion de l'ordonnateur couvre le périmètre du budget général de CYU (Hors contrats de recherches et Programme d'Investissement d'Avenir (PIA))

Les résultats des autorisations budgétaires (AE) 177,2M€ et des crédits de paiements 155,5M€ (CP) du budget général correspondent respectivement à une exécution de 96% et 95% et sont répartis comme suit selon les enveloppes par nature.

Les dépenses de personnel : 128,3M€ en AE et 128,6M€ CP et 1 855 ETPT.

Les dépenses de personnel hors contrats de recherche et PIA représentent une consommation de 128,3M€ en AE et 128,6M€ CP soit 98% du budget des AE et 99% du budget de CP. Les reliquats sur la programmation budgétaire du budget rectificatif sont de 2,26M€ en AE et 1,89M€ en CP. Il convient de noter que l'écart entre les consommations en AE et CP sur la partie des dépenses de personnel sont liées à la reprise des données de l'ex-EISTI.

Tableau des autorisations d'emplois

Les établissements publics de l'enseignement supérieur bénéficiant des responsabilités et compétences élargies (RCE) disposent d'une autonomie pour la gestion de leurs emplois. Toutefois cette autonomie s'accompagne d'un plafond d'emploi qui est double :

- D'une part, le ministre notifie à chaque établissement un plafond dit « plafond Etat » qui constitue une déclinaison de la loi de finances initiale (LFI) de l'année. Ce plafond correspond aux emplois rémunérés par la dotation annuelle de l'Etat. Ce plafond a été notifié définitivement à 1 557 ETPT pour 2020.
- D'autre part, le conseil d'administration de l'établissement fixe un « plafond d'autorisation de l'ensemble des emplois rémunérés par l'établissement ». Ce plafond dit « global » inclut donc le « plafond Etat » des emplois rémunérés par la dotation Etat et le « plafond propre » des emplois rémunérés exclusivement sur ressources propres.

Pour le budget rectificatif 2020, ce plafond « global » d'emplois avait été fixé à 1 862 ETPT.

Il a été constaté 1 855 ETPT rémunérés sur le plafond « global » en 2020 (soit un écart de 7 ETPT).

Le plafond global se décompose ainsi en 2 parties :

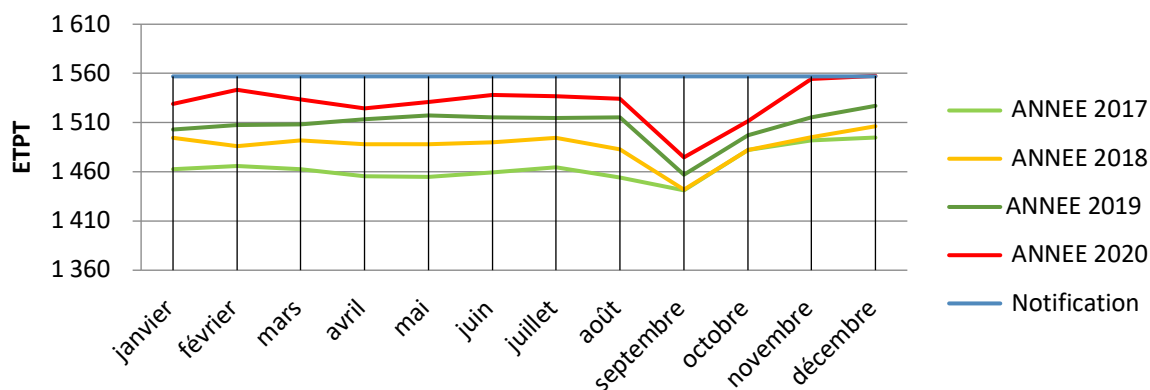
- Emplois rémunérés par le « plafond Etat » : 1 531 ETPT réalisés contre 1 534 ETPT prévus au BR 2020 (soit un écart de 3 ETPT).
- Emplois rémunérés par les ressources propres établissement : 324 ETPT réalisés contre 328 ETPT (soit un écart de 4 ETPT).

Rappel du décompte des emplois :

Le « plafond Etat » mentionné à l'article L712-9 du code de l'éducation comprend les fonctionnaires et les contractuels dont la rémunération est assurée en tout ou partie par la subvention pour charges de service public allouée par le MESRI dans le cadre du contrat pluriannuel.

Le « plafond propre » comprend les personnels contractuels rémunérés exclusivement sur ressources propres.

Evolution du plafond d'emplois Etat



Le budget 2020 a été révisé dans le cadre d'un budget rectificatif pour prendre en compte une diminution des dépenses de personnels à hauteur de 806 274€ « Hors recherche » et 1 661 744€ « Recherche ».

Les facteurs d'évolution de la masse salariale 2020 ont été les suivants :

- **Mesures obligatoires pour la masse salariale 2020 réalisées à hauteur de 2 107 496€**

Les mesures obligatoires ont été mises en œuvre conformément à la prévision budgétaire.

- Extension Année Pleine du schéma d'emplois hors contrats de recherche 2019 : 1 557 084€

Il s'agit des conséquences financières ayant eu un impact partiel sur l'année 2019 (ex : une création d'emploi au 01/09/2019 a coûté 4 mois en 2019 et 8 mois en 2020 (EAP 2020))

- Mesures catégorielles titulaires (PPCR 2020) : 396 958€

Le protocole PPCR a été mis en application à partir de janvier 2020 : les grilles indiciaires nouvelles ont été mises en paye.

- Indemnitaire obligatoire : monétisation des congés, plan vélo et mobilités actives, révision de l'IFSE : 31 444€
- GVT solde : 122 010€

Le GVT solde se compose du GVT positif (évolution de l'indice des agents présents au cours d'une période de 12 mois et/ou 24 mois consécutifs) et de l'effet noria ou « GVT négatif » (bilan des flux d'entrées et de sorties au cours de la même période, l'indice détenu par les sortants étant généralement supérieur à celui des entrants).

- **Mesures discrétionnaires pour la masse salariale 2020 réalisées à hauteur de 9 885 712€**

Les mesures discrétionnaires n'ont pas pu être complètement mises en œuvre en 2020, principalement liées au contexte sanitaire (forte sous-consommation des emplois étudiants et des vacances administratives).

- Schéma d'emplois hors contrats de recherche 2020 : 4 331 560€ réalisé contre 10 486 637€ prévus (suite à la prise en charge de la paye de l'EISTI à partir de juillet) : initialement prévu toute l'année sur cette enveloppe, a été finalement réalisée en liquidations directes de janvier à juin et donc fléché sur le poste budgétaire «Hors PSOP » (cf. ci-après). Ce dernier marque quant à lui une exécution supérieure aux prévisions. Globalement, entre ces deux postes de dépenses la consommation budgétaire est en ligne avec les prévisions initiales.

Il s'agit de l'impact financier des variations du volume des emplois liées aux mouvements de personnel. Cela concerne les emplois financés sur ressources propres de l'établissement, mais aussi ceux sur le plafond État, prévu initialement par la campagne d'emploi 2020 (voté au CA en fin d'année 2019).

- Évolution de la structure des emplois en 2020 : information agrégée dans le schéma d'emploi 2020.

Il s'agit de la valorisation financière de la campagne d'emploi 2020 concernant les éléments qui modifient les emplois existants : repyramidage, changement de corps, etc. Cet élément est en cours de distinction du schéma d'emplois pour l'année 2021.

- Variation de l'indemnitaire à l'initiative de l'établissement : 295 443€ contre 286 641€ prévu (faible consommation des vacances administratives, surtout étudiant et mise en place d'une prime complémentaire Covid-19.
- Variations des heures complémentaires : 217 618€ contre 691 348€ prévu
- Variations sur les contrats de recherche : 2 552 299€ contre 3 467 370€ prévu
- Autres : dépenses de hors PSOP : 5 041 091€ contre 178 067€ prévu (liquidations directes des payes de l'EISTI de janvier à juin).

Les dépenses de personnel de CYU ont été estimées pour le BR 2020 à 138 966 982€. 136 294 930€ ont été utilisés, soit une exécution de 98,1%

Ce montant se décompose en 2 grandes parties :

- Hors recherche (SCSP + ressources propres CYU) : 128 636 745€ (130 526 226 € prévu au BR 2020, soit 98,7% d'exécution budgétaire).
- Recherche : 7 658 185€ réalisés (8 440 756 € prévu au BR 2020, soit 89,3% d'exécution budgétaire).

Les dépenses de fonctionnement 22,85M€ AE et 18,65M€ CP.

Les dépenses de fonctionnement ont été exécutées à hauteur de 91% en AE et 83% en CP avec respectivement 22,85M€ en AE et 18,65M€ en CP et un solde de crédits non consommés de 2,28M€ en AE et 3,74M€ en CP.

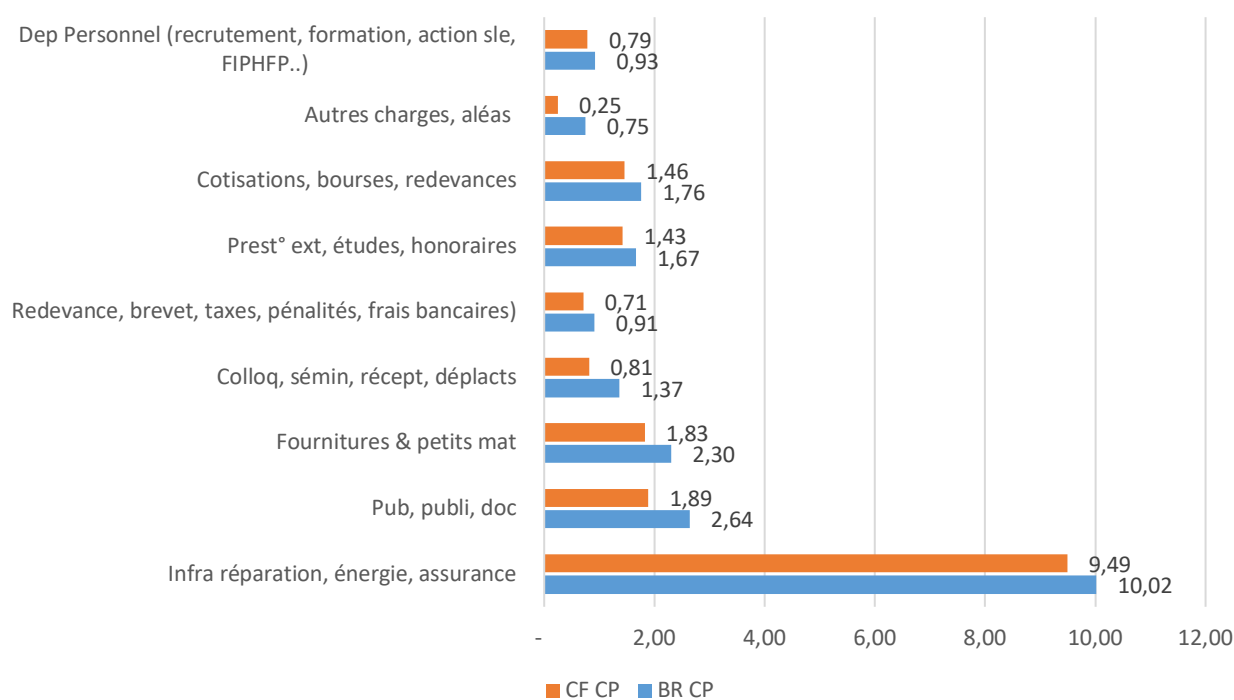
Les niveaux de consommations des AE sont soutenus pour les directions, services et les laboratoires de recherche avec 92% environ de consommation des crédits et plus faible pour les composantes avec

84%. Le solde des crédits d'AE en fonctionnement est de 2,3M€ dont 1M€ pour les composantes et 1,3M€ pour les directions et services.

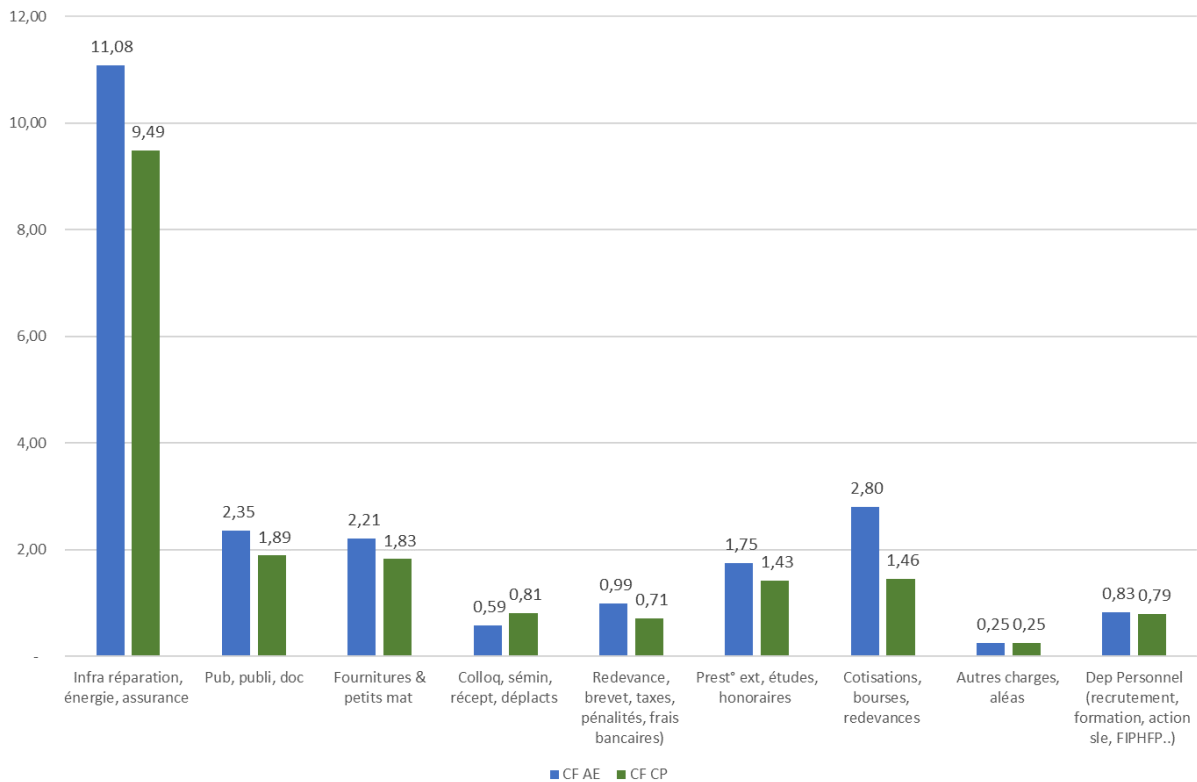
Les niveaux de consommations des CP sont en deçà des niveaux de consommations des AE présentés supra avec un niveau général de 83% répartis pour 85% et 86% pour les directions, services et la recherche et les laboratoires et 78% pour les composantes. Les reliquats de crédits non consommés sont plus importants avec 2,2M€ pour les directions et les services, 1,4M€ pour les composantes et enfin moins de 200K€ pour la recherche et les laboratoires.

Dans le détail (cf. infra) les principaux postes des dépenses de fonctionnement en sous-exécution (3,7M€ en CP) concernent les dépenses de publicités, publications, documentations avec -750K€, les déplacements colloques et séminaires avec -550K€ ainsi que les dépenses d'infrastructures avec -530K€ et enfin les dépenses de petits matériels et de fournitures -480K€.

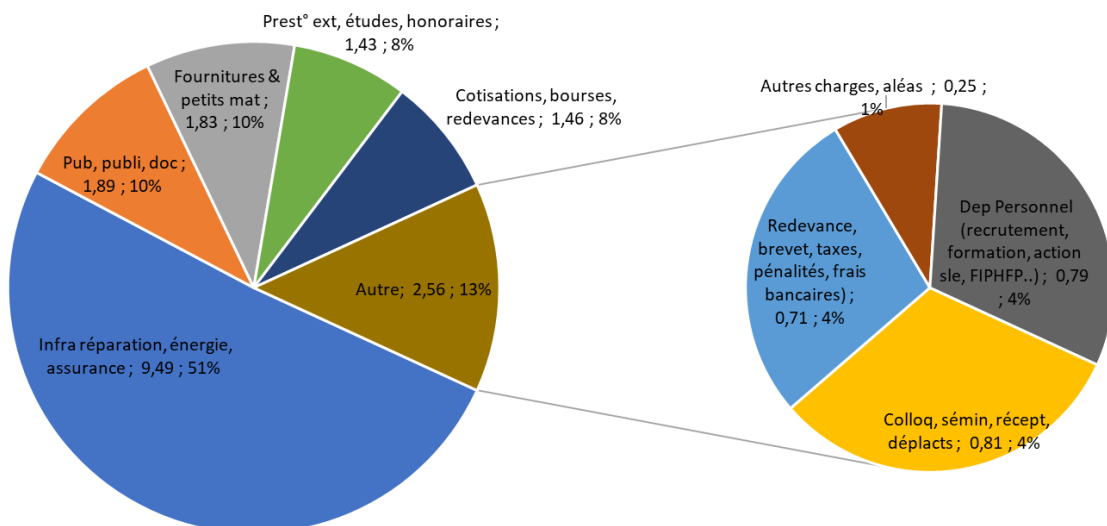
Niveau d'exécution dépenses de fonctionnement en CP



Exécution des dépenses de fonctionnement en AE et CP :



Les postes de dépenses les plus significatifs en CP sont représentés comme suit :



- Les dépenses d'infrastructures, d'énergie et d'assurances avec une consommation de 9,5M€ et représentent 51% des dépenses

- Les dépenses liées aux publicités, publications et documentations représentent 1,89M€ soit 10% des dépenses
- Les fournitures et petits matériels avec 1,83M€ et 10% dépenses
- Les prestations externes, les études et honoraires avec 1,43M€ soit 8% des dépenses
- Les cotisations, bourses et redevances avec 1,46M€ et 8% des dépenses
- Enfin les autres dépenses pour 2,56M€, soit 13% des dépenses, regroupent notamment les dépenses de personnels (recrutements, formations, actions sociales et le FIPHFP (fonds handicap

Les dépenses d'investissement 26,1M€ AE et 8,2M€ CP.

Les dépenses d'investissement ont été exécutées à hauteur de 92% en AE et 78% en CP avec un reliquat de crédit de 2,3M€ en AE et CP.

Les consommations pour les composantes sont de 90% en AE et 88% avec des reliquats de 0,2M€ en AE et CP.

Les directions et services enregistrent un niveau de consommation de 92% en AE et 72% en CP et un reliquat de plus de 2M€ en AE et CP.

Enfin, la direction de la recherche (laboratoires compris) a exécuté ses crédits à 84% en AE et 165% en CP au regard du rattrapage d'engagements antérieurs à 2020. La consommation supérieure en CP s'effectue dans le cadre de la fongibilité des crédits.

Le principal décalage entre les consommations en AE et CP, avec respectivement 26,1M€ en AE et 8,2M€ en CP, concerne l'opération des travaux du campus de la MIR des Chênes qui a nécessité un engagement pluriannuel en 2020 de 16,7M€ sur un montant total d'opérations de 20,2M€. Les consommations en CP s'effectueront dans les prochains exercices budgétaires au regard des principales échéances de réalisation des travaux.

Les principales opérations immobilières concernent :

- Le plan campus MIR des Chênes évoqué précédemment avec 16,7M€ AE soit 100 % de la programmation.
- Le schéma pluriannuel d'entretien avec une consommation de 981K€ en AE et 664K€ en CP soit 99% de la programmation du BR
- La réorganisation des espaces de St Martin avec 788K€ en AE et 289K€ en CP soit 79% et 41% de la programmation
- La MIR de Neuville avec 484K€ en AE et 492K€ en CP correspondant à 100% de la programmation
- Le programme ADAP visant l'accès des locaux aux personnes à mobilité réduite avec 433K€ en AE et 652K€ en CP (paiements d'engagements antérieurs à 2020) soit 100% de la programmation
- La réfection de la chaufferie de Neuville avec un engagement de 413K€ en AE et 93K€ en CP correspondant à 87% de la programmation en AE et 20% en CP.

Les principaux postes liés aux dépenses informatiques portés par la direction numérique marquent une consommation de 99% des AE avec 663K€ et 117% en CP avec 745K€ compte tenu du rattrapage d'engagement antérieurs à 2020 (restes à payer antérieurs à 2020).

La crise sanitaire a fait apparaître le besoin d'équiper les agents d'ordinateurs portables afin de faciliter l'accès au télétravail. Une réorientation des crédits d'investissement a été décidée afin de mener à bien cette opération.

Le projet d'extension du wifi en particulier a été repoussé, ainsi que celui de sécurisation des données de recherche dont l'analyse reste à finaliser.

Au niveau infrastructure, le projet d'acquisition de matériels de stockage supplémentaires a été menée à bien, tout comme l'acquisition de matériels réseaux afin de permettre sa mise à niveau.

La mise à niveau annuelle des performances du centre de calculs a été réalisée.

Les principaux postes liés aux dépenses de sécurité ont fait l'objet d'un engagement de 89% en AE soit 1,3M€ mais avec une réalisation faible de 191K€ en CP soit 19% des prévisions budgétaires.

La principale opération vise le changement du dispositif de sécurité incendie dont le projet total est estimé à 2,2M€. Ce dernier a fait l'objet d'un engagement de 1M€ en 2020 et d'une exécution très partielle de 86K€.

Le tableau ci-après retrace le suivi d'exécution des principales opérations conduites par la direction de l'infrastructure.

Libellé des opérations	Autorisations d'engagement					Crédits de paiement			Observations		
	Coût opération	AE consommées antérieures au 01.01.2020	Budget ouvert 2020 AE	Conso AE 2020	% AE consommés 2020	CP consommées antérieures au 01.01.2020	Budget ouvert 2020 CP	Conso CP 2020		% CP consommés 2020	
Opérations numériques	682 000	0	668 608	663 411	99,22%	0	638 608	745 532	116,74%	Cf commentaires dans la note de l'ordonnateur	
CVEC DIRECTION DU NUMERIQUE	10 000	0	10 000	8 712	87,12%	0	10 000	8 712	87,12%		
DIR NUMERIQUE CENTRE DE CALCUL	0	0	76 708	76 708	100,00%	0	76 708	76 708	100,00%		
DIR NUMERIQUE INFRASTRUCTURES	0	0	424 900	423 990	99,69%	0	424 900	389 776	91,73%		
DIR NUMERIQUE POSTE CLIENTS	0	0	71 999	70 110	97,38%	0	41 999	70 110	166,93%		
DIR NUMERIQUE INVESTISSEMENT	587 000	0	1	0	1,11%	0	1	101 342	98 885		116,34%
INFORMATIQUE SERVICES	85 000	0	85 000	84 291	99,17%	0	85 000	98 885	116,34%		
Opérations immobilières	88 599 217	31 561 110	22 801 048	21 759 384	95,01%	28 854 672	5 778 733	4 899 801	84,78%		
MIR DE NEUVILLE	15 776 101	15 292 057	484 044	484 044	100,00%	15 284 426	484 044	491 676	101,58%		
IUT NEUVILLE	25 200 000	157 054	200 000	200 000	100,00%	147 732	200 000	200 000	100,00%		Etat d'avancement conforme aux prévisions. L'architecte vient d'être recruté. Prochaines phases : études de conception du projet et dépôt du permis de construire.
REHABILITATION DES GTB	1 963 640	1 617 540	1	0	1,25%	1 432 922	102 060	85 285	83,56%	Opération réalisée et financée via le dispositif "INTRACTING". Le coût global a été inférieur aux prévisions ce qui a permis à l'université de financer la rénovation de la chaufferie du bâtiment D du site de St Germain.	
OPTIMISATION ENERGETIQUE CHENES 1	2 568 027	2 244 345	0	0	0,00%	2 105 889	90 057	90 057	100,00%	Opération réalisée. Après avoir réceptionné la première partie de l'opération portant sur la réfection des pierres de façade, l'université a réalisé la réhabilitation de l'étanchéité des terrasses et le remplacement des menuiseries. L'ensemble de ces opérations de travaux avaient pour objectif de remédier aux désordres, de permettre d'aboutir à une solution pérenne dans le temps, de conserver la qualité esthétique du bâtiment et d'améliorer la qualité thermique.	
PLAN CAMPUS MIR DES CHENES Travaux	20 275 000	2 753 333	16 716 667	16 716 667	100,00%	2 800 000	0	0	0,00%	Etat d'avancement conforme aux prévisions. Démarrage des travaux dernier trimestre 2021 pour une livraison prévue fin 2022/début 2023.	
REHABILITATION ENVELOPPE TOUR DES CHENES	1 324 312	1 183 312	141 000	109 146	77,41%	1 116 152	141 000	97 448	69,11%	L'ensemble des travaux prévus sur la Tour des Chênes ont été réalisés et s'inscrivent dans l'objectif de rénovation thermique des bâtiments et doivent permettre une amélioration du confort des usagers, la réduction des factures énergétiques, et la conservation du patrimoine immobilier. Travaux réalisés : Remplacement des menuiseries extérieures du bâtiment, réfection de l'étanchéité de la toiture terrasse et reprise du système de ventilation pour répondre aux fortes chaleurs dans certains bureaux. Un système de rafraîchissement du bâtiment la nuit a été mis en place avec un procédé appelé "freecooling". La toiture a été végétalisée.	
REFECTION CHAUFFAGE SAINT GERMAIN	250 000	202 959	7 255	7 255	100,00%	186 524	7 255	12 145	167,41%	Opération réalisée. Le projet a consisté à installer le système de chauffage pérenne et sécurisé de la chaufferie du gymnase de St Germain en choisissant une énergie verte au travers du réseau de chauffage urbain alimenté à 60 % par une chaufferie Biomasse.	
BAT B SAINT GERMAIN	4 000 000	3 179 895	398 656	209 812	52,63%	1 844 102	1 146 208	1 282 564	111,90%	Opération réalisée. Bâtiment livré en septembre 2020. Réhabilitation du bâtiment B pour accueillir l'administration de l'IEP de St Germain et des espaces d'enseignement. Cette opération permet de libérer des m² pour créer de nouveaux espaces d'enseignement dans le bâtiment D du site. Coût global de l'opération inférieur aux prévisions.	
AMPHITHEATRE SAINT GERMAIN	491 990	491 666	353	324	91,84%	455 401	353	323	91,71%	Opération réalisée. Cette opération a permis de créer un second amphithéâtre sur le site.	
TRAVAUX LABORATOIRES LERMA NEUVILLE	275 601	275 601	0	0	0,00%	275 601	18 900	0	0,00%	Opération réalisée.	
DPI-RENOUVELLEMENT PARC AUTO (coût annuel)	114 852	0	114 852	114 767	99,93%	0	114 852	103 282	89,93%	Renouvellement annuel du parc automobile conforme aux prévisions.	
DPI-ADAP	5 382 215	1 532 161	434 234	432 447	99,59%	834 625	640 440	651 988	101,80%	Déploiement de l'ADAP sur 9 ans conforme PFI.	
REAMENAGEMENT POLE SCIENCES EXPERIMENTALES	2 407 855	1 877 855	3 100	3 062	98,76%	1 725 213	3 100	25 899	835,46%	Opération réalisée. Le projet consistait à installer le département de biologie sur Neuville et à repenser les affectations spatiales des entités actuellement implantées sur le site de Neuville et notamment celles qui étaient éclatées dans divers endroits du site. Les travaux ont permis également d'adapter les infrastructures aux besoins de ces entités.	
DPI-GER SCHEMA PLURIANNUEL D'ENTRETIEN (coût annuel)	992 420	0	992 420	981 722	98,92%	0	679 920	663 666	97,61%	Déploiement du Schéma pluriannuel d'entretien (SPE) conforme aux prévisions. Le SPE consiste en la rénovation des locaux et infrastructures de l'université. Les postes concernés sont : la haute tension, les ascenseurs, les sanitaires, les salles de cours et amphithéâtres, les circulations, les sorbonnes.	
DPI-GER AUTRES INFRASTRUCTURES (coût annuel)	400 000	0	400 000	376 787	94,20%	0	104 000	281 757	270,92%	La définition des aménagements des halls de St Martin, des Chênes II, de différents espaces sur Neuville a été arrêtée sur 2020 dans le cadre d'un GT associant les différents usagers d'un site (étudiants, enseignants, administratifs, techniques...). La mise en œuvre est en cours sur 2021. Ceci explique la non utilisation des crédits prévus sur 2020.	
TIERS LIEUX (coût annuel)	240 000	0	1	1	100,00%	0	1	9 159	915,90%		

Libellé des opérations	Autorisations d'engagement					Crédits de paiement				Observations
	Coût opération	AE consommées antérieures au 01.01.2020	Budget ouvert 2020 AE	Conso AE 2020	% AE consommés 2020	CP consommées antérieures au 01.01.2020	Budget ouvert 2020 CP	Conso CP 2020	% CP consommés 2020	
REFECTION CHAUFFERIE NEUVILLE ICPE	542 000	20 414	472 000	412 676	87,43%	0	472 000	93 307	19,77%	Opération en cours
AMENAGEMENT MIR NEUVILLE	705 000	580 867	90 000	76 065	84,52%	550 869	90 000	36 153	40,17%	Déprogrammation au BR. Opération reportée sur 2021.
RESTRUCTURATION JARDIN TROPICAL	300 000	0	0	0	0,00%	0	0	0	0,00%	Opération réalisée.
ESPACES D'ATTENTE SECURISES	84 784	84 784	0	0	0,00%	32 658	16 831	52 126	307,87%	Opération réalisée.
PARKING PMR NEUVILLE	130 000	0	130 000	32 968	25,36%	0	30 000	27 966	93,22%	Opération en cours
SORBONNES BAT D NEUVILLE	400 000	0	389 000	28 940	7,44%	0	57 000	10 483	18,39%	Opération décalée sur 2021 suite à réception des offres travaux non conformes.
REAMENAGEMENT DIR DU NUMERIQUE	57 937	0	57 937	57 937	100,00%	0	57 937	27 609	47,65%	Opération réalisée. Amélioration de la climatisation en salle serveur.
AMENAGEMENT DIR DU NUMERIQUE SAINT MARTIN	500 000	0	0	0	0,00%	0	0	0	0,00%	Déprogrammation au BR. Opération reportée sur 2021.
REAMENAGEMENT SEME ETAGE CHENES 1	2 984	0	2 984	2 934	98,34%	0	2 984	2 934	98,34%	Opération annulée.
REFECTION LOGEMENTS ANTONY	90 000	0	90 000	79 410	88,23%	0	90 000	78 396	87,11%	Opération réalisée.
SIGNALÉTIQUE CY	50 000	0	0	0	0,00%	0	0	0	0,00%	Opération reportée sur 2021.
REAMENAGEMENT CIRAC	375 500	0	375 500	344 751	91,81%	0	118 500	99 171	83,69%	Opération réalisée. L'opération consiste à créer des salles d'enseignement.
AMENAGEMENT SECURISATION	1 349 000	67 267	0	0	0,00%	62 559	0	0	0,00%	Déprogrammation au BR. Opération reportée.
REORGANISATION ESPACES ST MARTIN	1 500 000	0	1 000 000	788 362	78,84%	0	711 167	289 420	40,70%	1- Réaménagement des espaces libérés par le département de biologie pour accueillir les pré-ingénieurs masters/info de CY TECH - Mise en service des espaces début mars 2021. 2- Installation d'escaliers de secours pour répondre aux exigences réglementaires en matière d'incendie au regard des effectifs accueillis : Travaux prévus sur 2021.
TRANSFORMATION RU ST MARTIN EN SALLES DE COURS	150 000	0	0	0	0,00%	0	0	0	0,00%	Déprogrammation au BR. Opération annulée.
SALLE NOIRE GENNEVILLIERS	60 000	0	60 000	22 252	37,09%	0	60 000	20 328	33,88%	Opération réalisée. Les travaux permettent d'augmenter la capacité de la salle.
SALLES DE COURS CHENES ET ST MARTIN	150 000	0	44 000	42 528	96,66%	0	44 000	3 088	7,02%	Opération partiellement réalisée et reportée sur 2021. L'opération vise à augmenter la capacité des salles de ces 2 sites. Sera effectif pour la rentrée 2021.
CHAUFFERIE BATIMENT D ST GERMAIN	250 000	0	285 574	223 082	78,12%	0	285 574	154 901	54,24%	Opération réalisée et financée via le dispositif "INTRACTING"
DPI TIERS LIEUX (coût annuel)	240 000	0	11 470	11 423	99,59%	0	11 470	8 669	75,58%	Opération partiellement réalisée
Opérations sécuritaires	2 731 394	587 205	1 526 500	1 353 413	88,66%	425 486	1 007 870	1 81 329	18,95%	
DHSE SYSTEME SECURITE INCENDIE	2 243 759	473 759	1 152 000	1 076 877	93,48%	425 486	590 000	86 336	14,63%	SSI Saint Martin en cours de réalisation
TRAVAUX DE SECURISATION ST GERMAIN	117 635	113 446	4 500	4 189	93,08%	0	119 870	95 023	79,27%	securisation du site contre le risque attentat avec pose de contrôles d'accès sur les portails d'entrée + asservissement des portes dissuées de secours de l'amphi Cocteau - chantier terminé
GER DAS	200 000	0	200 000	185 575	92,79%	0	200 000	9 970	4,99%	remplacement des portes coupe-feu et volets de désenfumage ayant près de 20 ans
SECURISATION RESEAU TW ET PTI	2 000	0	2 000	0	0,00%	0	0	0	0,00%	
EQUIPEMENT SERRURES SALTO LT	100 000	0	100 000	27 068	27,07%	0	30 000	0	0,00%	securisation des salles de TDS équipées de moyens vidéos - première phase de travaux terminée
SECURISATION LABOITE	20 000	0	20 000	16 646	83,23%	0	20 000	0	0,00%	pose de films protecteurs sur les vitres niveau parvis + mise en place du contrôle d'accès - travaux terminés - en attente installation réseau pour réception finale
DEPOLLUTION MERCURE SALLE GEC	48 000	0	48 000	43 058	89,70%	0	48 000	0	0,00%	nettoyage des sols et revêtements muraux pollués au mercure + mesures de pollution - travaux terminés.
Total général	92 012 611	32 148 315	25 096 156	23 776 187	94,74%	29 280 158	7 426 231	5 836 662	78,60%	

Les recettes budgétaires hors contrats et PIA 162,9M€ et de 179,5M€ y compris les contrats de recherche et PIA

	BI 2020	BR 2020	CF 2020	Ecart / Prév°	% R°
recettes de fonctionnement	160,9	161,1	157,6	-3,5	98%
recettes d'investissement	5,3	5,2	5,3	0,1	102%
sous total des recettes budget général	166,3	166,2	162,9	-3,4	98%
recettes contrats de recherche et PIA	21,5	15,9	16,6	0,7	104%
Total des recettes CYU	187,8	182,1	179,5	-2,7	99%

Les recettes budgétaires (encaissées) au titre du compte financier 2020 sont marquées par des taux de réalisation important avec au total CYU 99% d'exécution, soit 179,5M€.

Au sein des recettes, il convient de distinguer les recettes du budget général (hors contrats de recherche et PIA) dont la réalisation est de 98% soit 162,9M€ réparties pour 157,6M€ en recettes de fonctionnement et 5,3M€ en **recettes d'investissement**.

S'agissant des **recettes de fonctionnement**, le niveau d'exécution important de 98% induit néanmoins une sous exécution de -3,5M€ des recettes encaissées.

Les recettes encaissées au titre des **contrats de recherche et des PIA** sont un peu supérieures aux prévisions budgétaires avec une exécution de 16,6M€ qui s'explique principalement par le rythme d'exécution des dépenses et un niveau important d'avances perçues en fin d'année sur de nouveaux projets (Chantier de Versailles, EUTOPIA, PIA Hybridation

Les recettes de fonctionnement du budget général : 157,6M€

	BI 2020	BR 2020	CF 2020	Variation	%
SCSP	127,13	128,13	129,30	1,17	101%
CVEC	0,75	0,89	1,33	0,44	150%
Droit d'inscription	13,34	12,67	9,71	-2,96	77%
Alternance et apprentissage	9,16	9,05	8,22	-0,83	91%
Formation continue	5,14	5,19	4,67	-0,52	90%
Taxe apprentissage	1,12	1,29	1,11	-0,18	86%
CFA interne	0,00	0,00	0,03	0,03	
Subvention	0,80	0,81	0,43	-0,38	53%
MAD personnel	0,91	0,77	0,64	-0,13	83%
Autres recettes	2,58	2,24	2,10	-0,14	94%
Produits financier	0,02	0,02	0,02	0,00	106%
TOTAL	160,95	161,06	157,55	-3,50	98%

Le détail des recettes présenté dans le tableau supra a fait l'objet d'un retraitement dans la présentation - par rapport aux données inscrites dans l'outil budgétaire et comptable SIFAC - afin de prendre en compte les difficultés en cours de traitement liées à la reprise des données de l'ex-EISTI et notamment le fléchage des droits d'inscription, de l'alternance et de la formation continue au sein des référentiels de CYU.

Les recettes dites de fonctionnement sont marquées par une sous exécution globale de -3,5M€ par rapport aux prévisions du budget rectificatif.

Le principal poste concerne les **droits d'inscription** qui marque un nombre d'inscriptions d'étudiants, notamment pour les filières ingénieurs de CYTech, en deçà des prévisions initiales pour les pré-ingénieurs 1 et ingénieur 1 mais également pour le *Bachelor*.

Le contexte de crise sanitaire est une des principales explications de cette situation notamment au niveau de l'impact des inscriptions des étudiants étrangers.

Néanmoins, le niveau de subvention pour charge de service public, en augmentation de 1M€ par rapport aux prévisions du dernier budget rectificatif permet de limiter cet impact.

Les autres postes de recettes propres et notamment l'alternance, l'apprentissage et la formation continue sont également impactées par le contexte sanitaire et induisent une réalisation des recettes en deçà des prévisions envisagées au dernier budget rectificatif.

Les recettes d'investissement : 5,3M€

Elles retracent les apports extérieurs permettant à l'Université de financer ses opérations immobilières.

Les encaissements des recettes sont en ligne avec les prévisions initiales avec un surplus de 126K€ et concernent les opérations décrites ci-après :

		BI 2020	BR 2020	CF 2020	Ecart / Prév°
Etat	MIR CHENES	3,00	3,00	3,00	0,00
Etat	IUT Neuville	0,00	0,00	0,21	0,21
Département des Yvelines	BATIMENT B SAINT GERMAIN	0,80	1,90	1,90	0,00
Région	Politique de site	0,84	0,07	0,07	0,00
Département du Val d'Oise	IUT Neuville	0,65	0,14	0,09	-0,05
Commune de St Germain en	Sécurisation Saint Germain	0,06	0,06	0,03	-0,03
TOTAL		5,34	5,17	5,30	0,13

Rappel du détail de la Subvention pour Charge de Service Public : 129,3M€

	Pré- notification 2020	Notification initiale Mai 2020	Notification intermédiaire Septembre 2020	Notification définitive Décembre 2020
Crédits de masse salariale	113 932 328	114 563 877	114 767 517	116 154 777
Masse salariale	112 254 742	112 635 625	112 635 625	112 635 625
Soutien Ministère intégration EISTI				1 000 000
PPCR et hausse valeur du point	396 958	396 958	396 958	396 958
Compensation indemnité CSG				
Loi ORE	822 692	1 449 858	1 449 858	1 449 858
Créations 87 places IUT à la rentrée 2019	391 500			
Mise en œuvre congé pour projet pédagogique		15 000	15 000	15 000
Monétisation des congés, plan vélo et mobilités actives	8 173	8 173	8 173	8 173
Révision IFSE	23 271	23 271	23 271	23 271
luf compensation PEDR et décharges enseignements	34 992	34 992	34 992	36 929
Prime directeur INSPE				6 750
Compensation exceptionnelle COVID			53 640	53 640
Financement stratégique volet 2 - projets stratégiques			150 000	150 000
Tutorat étudiant (crise sanitaire)				188 146
Financement de la prolongation des contrats doct, ATER et postdoc (crise sanitaire)				190 427
Crédits de fonctionnement	12 327 504	11 677 644	13 167 019	13 207 737
Fonctionnement	10 541 547	9 814 511	9 814 511	9 814 511
Transfert des crédits licence Elsevier (BU)	-127 024	-127 024	-127 024	-120 673
Intégration EISTI			1 400 000	1 400 000
Compensation des exonérations de droits d'inscription étudiants boursiers	880 537	880 537	920 026	920 026
Compensation des exonérations de droits stagiaires ESPE	762 534	776 385	776 385	776 385
Opérations immobilières	200 000	200 000	200 000	200 000
Actions spécifiques	69 910	133 235	183 121	217 488
Autres	-727 036	0	0	0
Mise en réserve	-727 036			
TOTAL	125 532 796	126 241 521	127 934 536	129 362 514
Reversement compensation fonctionnaires stagiaires autres universités				180 306

Il convient de noter qu'une partie de la compensation de droits des stagiaires INSPE a été rétrocédée aux universités destinataires à hauteur de 180 306 €.

Etablissement	Nb stagiaires	Montant
Nanterre	421	102 303
Paris Sud	160	38 880
UVSQ	101	24 543
Evry	60	14 580

La deuxième partie de l'analyse du rapport de gestion de l'ordonnateur vise le périmètre des contrats de recherche et PIA

Les Contrats de recherche et les Programmes aux Investissements d'Avenir (PIA) 11 M€ de dépenses AE et CP.

La programmation budgétaire initiale 2020 prévoyait une enveloppe budgétaire de 21,5M€ corrigée à 15,8M€ au budget rectificatif. La consommation finale est de 11M€.

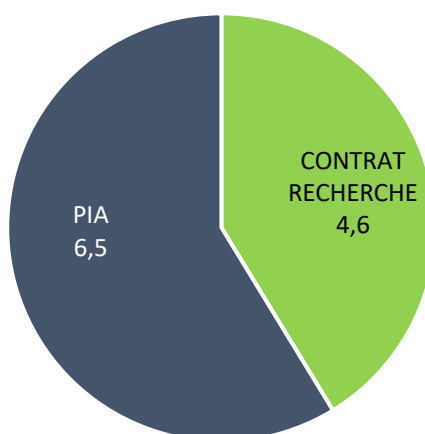
La consommation des conventions de recherche et des PIA a progressé par rapport à l'année dernière puisqu'elle était autour de 9M€.

En 2019, la consommation avait connu une nette amélioration par rapport à 2018 avec un taux d'exécution en AE de 71% en AE et 73% en CP. Cette trajectoire ascendante est plutôt constante au titre de 2020 malgré le contexte de crise sanitaire puisque les consommations constatées sont de l'ordre de 70%.

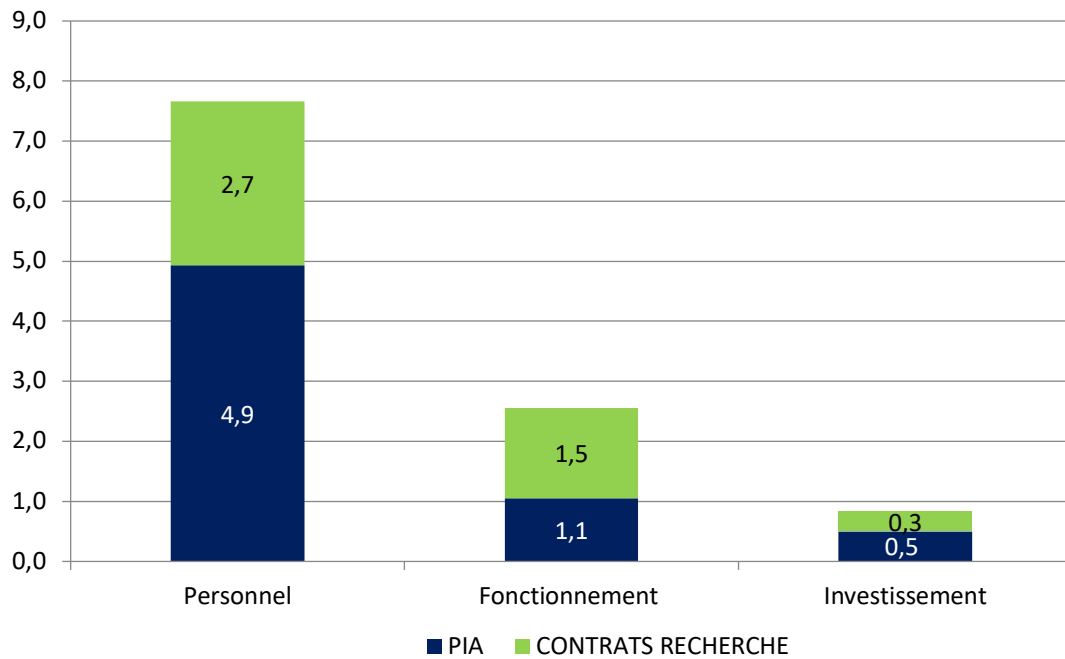
Le taux de consommation concernant les dépenses de Personnel est de 91 %. Les sous consommations demeurent notables sur l'ensemble des dépenses de fonctionnement (43 % en AE et 46 % en CP) et d'investissement (seulement 57 % en AE et 53 % en CP).

Comme l'année dernière, il convient de noter que les consommations de ces postes de dépenses n'ont pas d'impacts significatifs sur les grands agrégats budgétaires sachant que les recettes encaissées à ce titre sont du même ordre.

Le volume des contrats s'établit à fin 2020 à un total de 120,8 M€. Les opérations sur contrats se divisent en deux grands ensembles, les Programme d'Investissement d'Avenir d'une part (74,1 M€) et les contrats de recherche (46,7 M€). Les consommations sur les PIA et contrats de recherche sont respectivement de 6,5M€ et 4,6M€, pour un total de 11M€.

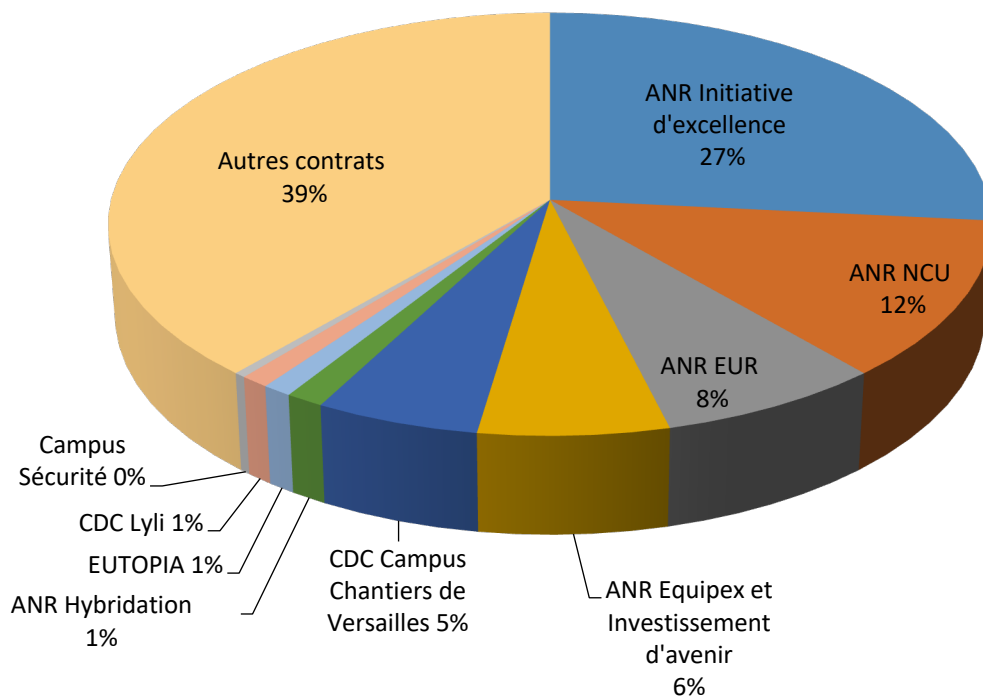


La répartition des enveloppes concerne pour 69% les dépenses de personnel, 23% le fonctionnement et 8% l'investissement.



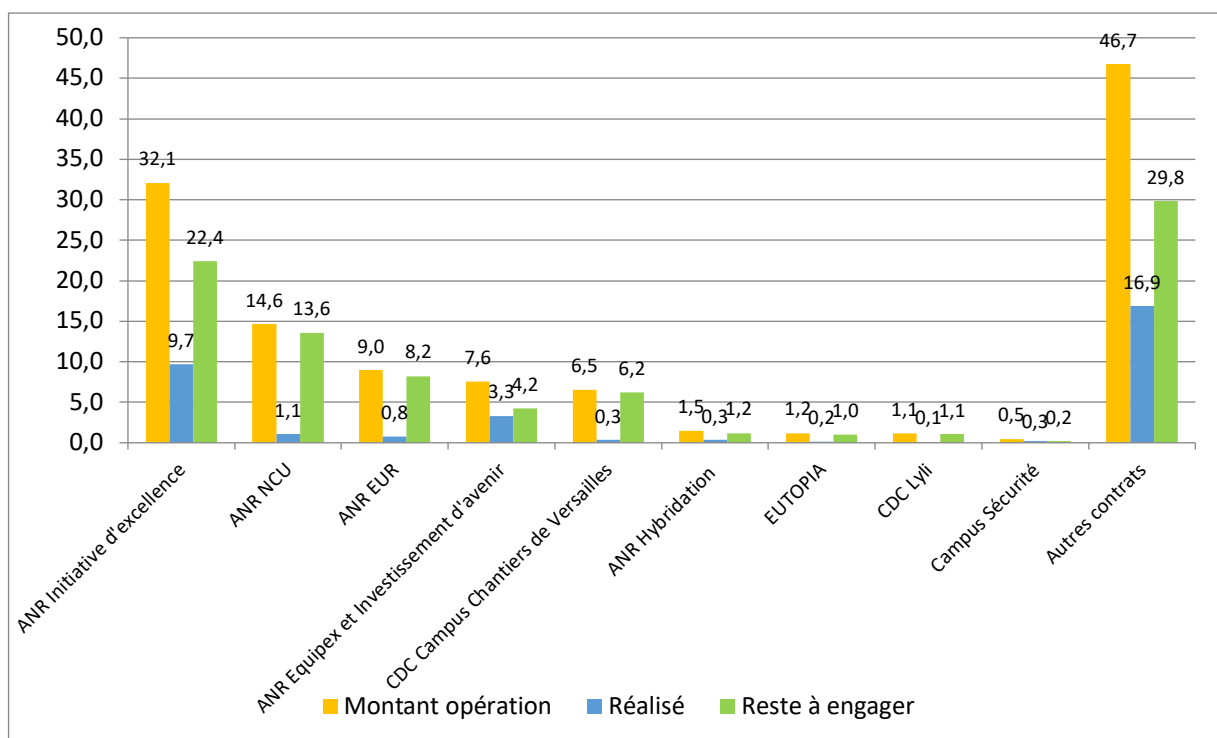
En Millions d'Euros

Répartition par type de contrats

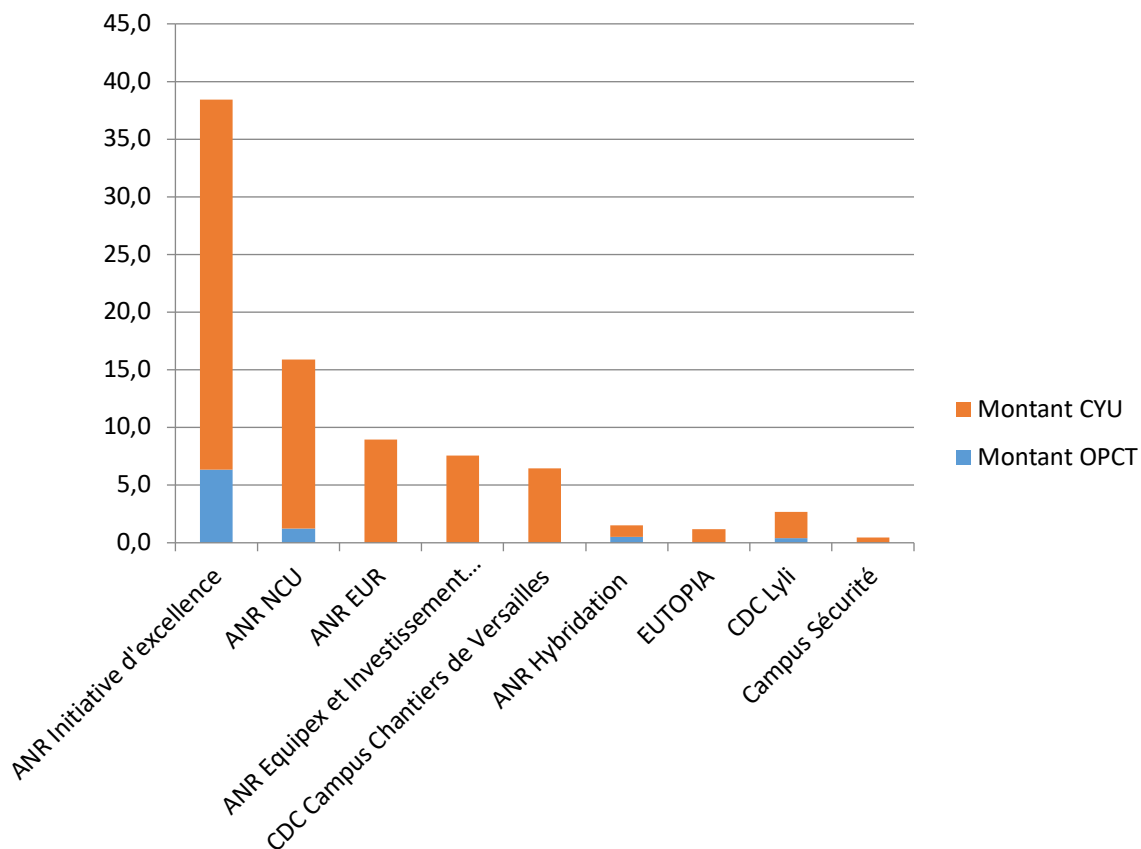


La part du « reste à engager » sur les contrats en cours est encore importante et s'élève à 88M€ soit 73 % à fin 2020 ; et s'explique par le poids important des PIA 2 et 3 notamment les projets NCU et EUR qui s'étendent sur une durée de 10 ans, auxquels s'ajoutent de nouveaux contrats (EUTOPIA, Campus Chantiers de Versailles et Sécurité, et contrats de recherche par effet levier PIA).

Libellé opérations	Montant opération	Réalisé	Reste à engager
ANR Initiative d'excellence	32,1	9,7	22,4
ANR NCU	14,6	1,1	13,6
ANR EUR	9,0	0,8	8,2
ANR Equipex et Investissement d'avenir	7,6	3,3	4,2
Campus Chantiers de Versailles	6,5	0,3	6,2
ANR Hybridation	1,5	0,3	1,2
EUTOPIA	1,2	0,2	1,0
CDC Lyli	1,1	0,1	1,1
Campus Sécurité	0,5	0,3	0,2
Autres contrats	46,7	16,9	29,8
Total	120,8	32,8	88,0



Les PIA représentent 9 types de contrats différents (INEX, NCU, EUR, etc.) et 5 d'entre eux sont gérés en partie en opération de trésorerie sans traduction sur les données budgétaires indiquées dans la note. Cela concerne les reversements aux établissements partenaires (Opération pour Compte de Tiers-OPCT).



La programmation budgétaire des PIA est répartie comme suit :

- **ISITE / INEX** (montant de l'opération : 32,1M€) : le projet **Paris Seine Initiative**, lauréat du programme Initiative d'Excellence fin février 2017, permet à CY et ses partenaires de labelliser son excellence académique et son identification internationale. L'objectif est de disposer d'un effet levier pour accroître ses ressources globales et l'attractivité tant nationale qu'internationale pour faire partie des 200 meilleures universités mondiales d'ici 2030.
- **École Universitaire de Recherche EUR** (9M€), intégrée à l'ISITE est la « graduate school » à la française vise à rassembler sur un même site des formations au niveau master et doctorat pour permettre une meilleure visibilité à l'international et ainsi :
 - Lier au meilleur niveau formation et recherche en rassemblant dans une même dynamique universités, écoles et organismes
 - Valoriser les points forts thématiques des établissements et des sites
- **NCU Collège Universitaire Paris Seine** (14,6M€) : les 4 objectifs de ce projet visent :
 - A diversifier les talents par la professionnalisation des cursus et l'accompagnement des bacheliers professionnels

- Révéler les talents en proposant une offre de formation attractive et en développant la pluridisciplinarité
 - Valoriser les talents avec une valorisation des soft skills et en facilitant les engagements
 - Orienter les talents tout au long des cursus, en facilitant les orientations
- **ANR Hybridation (1,5M€)** vient en soutien du projet NCU. Ce projet « Hybridation des formations » vise à repenser les modes d'enseignement et à aider à la mise en œuvre d'une transformation pédagogique et numérique. Face à la situation nouvelle imposée par la crise sanitaire, le projet a pour objectif d'accompagner l'établissement dans la création de solutions de formation à distance ou hybrides.
- **LyLi (1,1M€) le réseau Lycée-Licence** s'articule également avec le projet NCU et vise à
- Créer un réseau d'acteurs
 - Développer des outils numériques d'orientation
 - Mutualiser et développer les dispositifs de sensibilisation
 - Rendre l'orientation accessible à tous les publics,
 - Créer des continuums Lycées Licence pour pré-valider des compétences
 - Construire des prospectives emplois-formations-orientations
- **ANR Investissement d'avenir (7,6M€) comprend PATRIMEX (6,5M€)** qui est une plateforme multi-site dédiée à la recherche (analyse, préservation, restauration) relative au patrimoine matériel sous toutes ses formes (monuments, tableaux, artefacts, livres, manuscrits, archives...). Cette plate-forme se caractérise par la mise en synergie des sciences de l'homme et les sciences de la nature pour :
- Comprendre les supports matériels qui composent les objets patrimoniaux du point de vue de leurs caractéristiques à la fois physiques historiques et culturelles,
 - Acquérir une meilleure compréhension de l'influence de l'environnement sur ces objets,
 - Connaître les techniques de restauration anciennes tout en gardant une trace des restaurations effectuées et d'en élaborer de nouvelles, avec des matériaux innovants et des méthodes moins invasives.

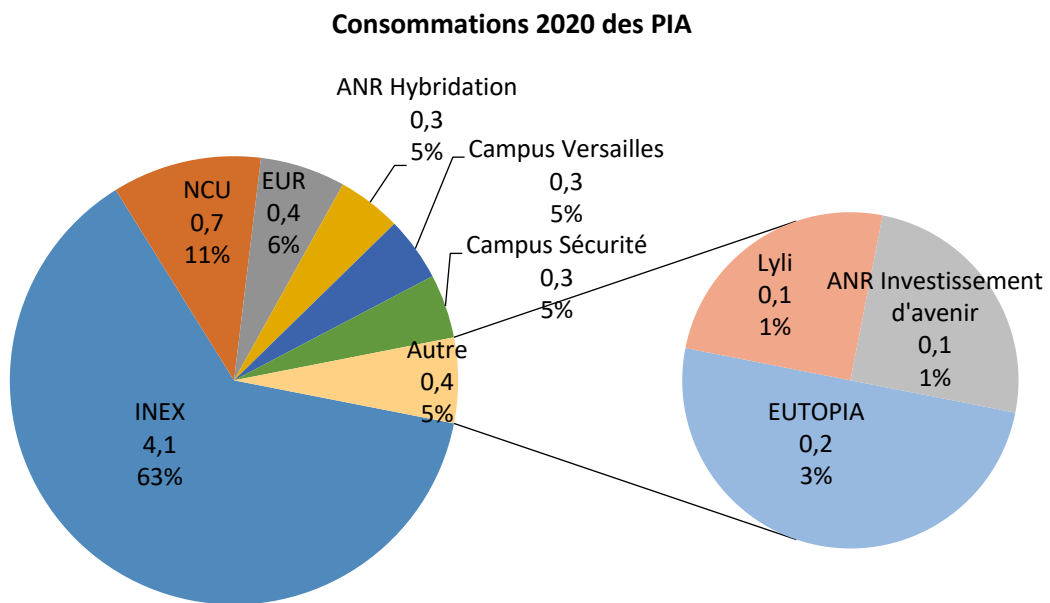
Au sein de l'ANR Investissement d'avenir, existe aussi le projet ANR Eutopia (1,1M€) qui complète le projet de l'alliance européenne EUTOPIA.

- **EUTOPIA (European Universities Transforming to an Open Inclusive Academy) (1,2M€)** : alliance européenne qui rassemble CY Cergy Paris Université et cinq universités : l'université de Göteborg (Suède), l'université de Ljubljana (Slovénie), l'université Pompeu Fabra (Espagne), la Vrije Universitat Brussels (Belgique) et l'université de Warwick (Royaume-Uni). Le projet a pour objectif la co-construction d'une université européenne capable de répondre aux enjeux du 21^{ème} siècle grâce :
- À la transformation des pratiques pédagogiques et à la co-création de contenus
 - Au développement d'une recherche d'excellence ouverte et centrée sur le projet
 - À la structuration de liens forts avec les territoires et le tissu entrepreneurial
 - À l'utilisation systématique de *l'open science* et de *l'open education*
- **Le campus « Les Chantiers de Versailles » (CCV) Art et Patrimoine (6,5M€)** : a pour objectif de fédérer les acteurs d'excellence de la formation et des apprentissages (scolaire, enseignement supérieur et recherche, entreprises EdTech), les acteurs économiques et les acteurs de la

culture et de la création, afin de relever le défi de transmission et du renouvellement des métiers du patrimoine et des métiers de l'art. Les trois objectifs visent :

- Du point de vue économique à répondre aux besoins de l'emploi à court terme et moyen terme
- Du point de vue de la formation : constituer l'élément incontournable de la transformation et de la valorisation de la voie professionnelle pour des parcours de réussites des jeunes
- Sauver, transmettre et innover pour le patrimoine et l'art à la française.

- **Le Campus Sécurité (0,5 M€)**, également labellisé Campus des métiers et des Qualifications d'Excellence, va contribuer à réunir des acteurs de l'enseignement secondaire, de l'enseignement supérieur et des entreprises autour de la création de formations liées aux métiers de la Sécurité (Cybersécurité, sécurité territoriale et management de proximité).



Les **Contrats de Recherche hors PIA** représentent un volume de 390 contrats actifs fin 2020 avec un total de dépenses de 4,6M€.

L'analyse budgétaire et comptable

La situation financière de l'Université doit être appréciée au regard des évolutions des principaux agrégats budgétaires et comptables et de leurs prévisions initiales.

En synthèse :

	CF 2019	CF 2020	Prévision 2020 BR
Solde budgétaire	1,06	12,87	2,91
Résultat comptable	3,3	3,42	2,19
CAF	6,46	8,66	8,32
Apport FDR+/Prélèvement FDR-	-2,53	9,38	-0,75
Niveau du FDR	20,42	29,8	19,4
Niveau de trésorerie	43,29	70,61	53,4

Les principaux indicateurs budgétaires et comptables confirment la bonne situation financière de l'Université.

Le niveau du solde budgétaire de 12,87 M€ s'explique par une sous-exécution en dépenses, ainsi que par un niveau d'avances en recettes lié aux nouveaux projets.

L'apport sur fonds de roulement observé en 2020 de 9,38 € est à corréliser au taux peu élevé d'exécution en crédits de paiement des dépenses en investissement (78 % budget général, 53 % contrats).

Cela se traduit parallèlement par une augmentation du **niveau du FDR** de 20,42 M€ en 2019 à 29,8 M€ en 2020.

Le fonds de roulement disponible (qui permet de financer les projets sur ressources propres) est de 16,14M€. A l'instar du FdR, ce dernier augmente notablement du fait de la sous consommation constatée notamment en investissement et doit par ailleurs être apprécié au regard des RAP « en anomalies » de 5,4M€ (cf développement dans le chapitre ci-après).

Le niveau de trésorerie de 70,61 € reste important et est lié aux avances sur subventions sur PIA et opérations immobilières, et à la sous-exécution en dépenses.

Les restes à payer

Les restes à payer, qui résultent de la différence entre les engagements et les paiements effectifs sont classés en 4 catégories différentes :

- Les **GBCP "compatibles"** qui correspondent aux engagements pluriannuels prévus par le décret GBCP (exemple des marchés forfaitaires qui font l'objet d'un bon de commande pluriannuel en AE du montant des dépenses prévu).
- Les **restes à payer « en vigilance »** qui visent les commandes qui doivent être dénouées dans une période déterminée et qui ne le sont pas encore.
- Les « **anomalies ordonnateur** » qui renvoient sur des commandes non payées alors que les prestations sont effectuées (problème de service fait et ou de certification le plus souvent).
- Et les « **anomalies en comptabilité** » qui visent des engagements qui ont fait l'objet d'un traitement par l'ordonnateur mais qui n'ont pas fait l'objet d'un paiement par le comptable du fait d'une anomalie constatée (pièces manquantes etc.).

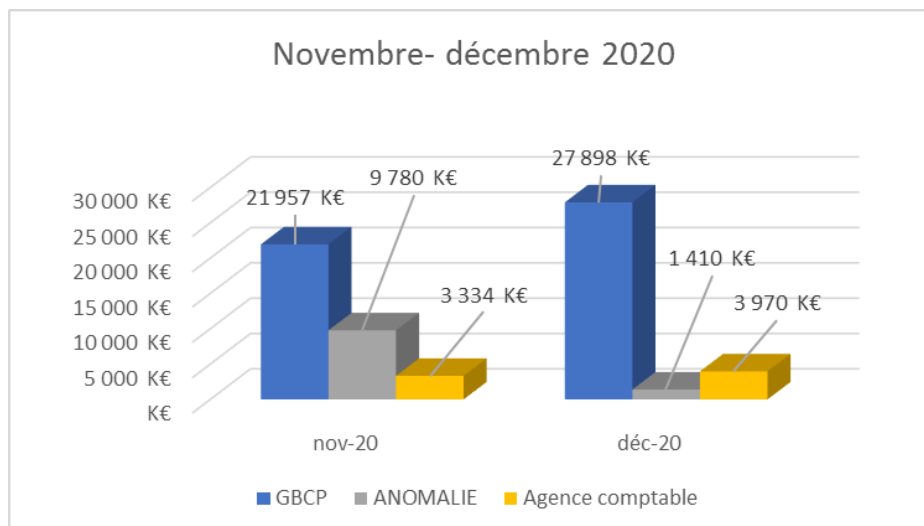
Pour mémoire, un niveau de reste à payer trop important ne permet pas de disposer d'une image sincère de la situation financière de l'établissement puisqu'il a pour conséquence notamment d'augmenter le niveau du fonds de roulement et de trésorerie alors que la "dette" induite par les engagements à couvrir est de plus en plus importante.

Afin de réduire le niveau des restes à payer identifiés comme très important en 2018-2019 mais également dans l'objectif d'améliorer la qualité budgétaire et comptable et fluidifier le processus de mise en paiement avec l'agence comptable, l'Université a mis en place en juin 2019 un **centre de service partagé (CSP)** en dépenses et en recettes en charge d'accompagner les services et les directions dans l'atteinte de ces objectifs déterminants.

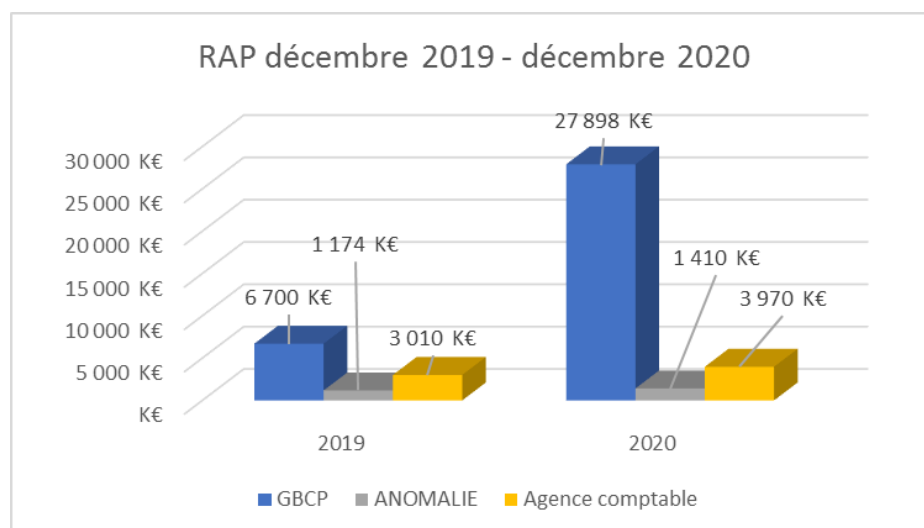
Ainsi, à titre d'exemple, outre un suivi en cours d'année très attentif, nous avons constaté de façon classique une augmentation très importante de flux de gestion en fin clôture annuelle induisant par conséquent une augmentation très importante des restes à payer en anomalie risquant ainsi de traduire une sous exécution budgétaire anormale et une augmentation importante du niveau de fonds de roulement faussant ainsi l'analyse de la situation financière de l'université.

Un travail supplémentaire a été réalisé par le CSP dépenses et les services de l'agence comptable auprès des directions, des services et des composantes afin de dénouer les flux de gestion en anomalies et limiter le niveau des restes à payer en anomalie.

En novembre 2020, les restes à payer qualifiés en "anomalies" étaient à 13M€ et ont été traités pour atteindre un niveau de 5,4M€ fin décembre 2020. Cf. graphique ci-après.



Comparatif des restes à payer entre décembre 2019 et décembre 2020 :



Le niveau global des restes à payer est beaucoup plus significatif fin 2020 mais la progression concerne essentiellement les restes à payer « compatibles GBCP » - dont principalement l'engagement pour l'opération des travaux de la MIR des chênes avec 16,7M€ - qui seront dénoués en gestion sur prochains exercices budgétaires. Le solde des restes à payer fin 2020 est de 33,2M€ alors qu'ils étaient de 10,9M€ fin 2019.

Les restes à payer en « anomalies » (ordonnateur ou sur compte d'attente de l'agence comptable) progressent légèrement entre 2019 et 2020 et concernent en particulier les données liées à l'intégration des comptes de l'ex-EISTI. L'ensemble des restes à payer en anomalies fera l'objet d'un suivi mensuel par le CSP Dépenses sur la gestion 2021.

A titre de comparaison, le solde des restes à payer « en anomalies » fin 2020 est de 5,3M€ alors qu'ils étaient à 13,8M€ fin 2018